



**HAL**  
open science

## **Avec ceux du FN**

Daniel Bizeul

► **To cite this version:**

| Daniel Bizeul. Avec ceux du FN. 2002. <hal-04536508>

**HAL Id: hal-04536508**

**<https://hal.science/hal-04536508v1>**

Preprint submitted on 8 Apr 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-SA 4.0 - Attribution - Non-commercial use - ShareAlike - International License

## AVEC CEUX DU FN

### Une base militante imprévisible (chapitre non publié)

Daniel Bizeul

L'existence d'une organisation politique repose en partie sur le travail non rémunéré de bénévoles. Ce travail comporte des tâches peu valorisées, comme le collage, le tractage, le porte à porte, la présence à un meeting, et implique des rôles publics, comme être candidat ou figurer sur une liste. Une telle participation peut être source d'inquiétudes quand l'organisation est dénoncée et combattue de toutes parts comme non démocratique, violente et raciste, ce qui est le cas pour le Front national à la fin des années 1990, au moment où l'enquête est réalisée. Les sympathisants prêts à militer activement et en public sont ainsi en nombre réduit et leur niveau d'engagement est fluctuant. Les responsables usent de techniques de fidélisation et de stimulation qui s'inspirent de celles existant dans d'autres organisations, notamment commerciales ou religieuses. Mais il ne suffit pas de disposer de bénévoles motivés, encore faut-il qu'ils se conduisent de façon convenable en public. Or une partie d'entre eux sont peu contrôlables, enclins à la violence et aux positions extrémistes. C'est le cas des militants impulsifs (« les excités »), des francs-tireurs du GUD (« les fachos »), des marginaux (« les skins »), selon des distinctions en usage dans le milieu. Les responsables s'efforcent de les utiliser tout en veillant à ce qu'ils ne nuisent pas à l'image du parti. Cette nécessité des apparences peut aller de pair avec un souci des principes amenant à refuser la violence gratuite de la part de certains militants (« on n'est pas des animaux »), comme en offre l'exemple une scène de bagarre. Ce texte est un chapitre du manuscrit d'avril 2002 écarté de *Avec ceux du FN* pour cause de longueur. Il est reproduit ici tel qu'il figurait dans le manuscrit, sans réécriture.

L'exercice de l'activité politique dans un cadre démocratique a pour particularité de faire appel à des supporters, c'est-à-dire à des personnes qui vont user de leur temps, leur entregent ou leurs ressources pour promouvoir leur organisation. Les premiers bénéficiaires en sont les dirigeants, qui tiennent la haute main sur l'organisation, ainsi que les cadres, selon des degrés variant avec leur position dans l'appareil. Si elle est le lieu d'une élaboration idéologique, une organisation politique est aussi une entreprise destinée à faire accéder certains de ses membres, en premier lieu ses créateurs, ses dirigeants, ses cadres de premier plan, à des fonctions publiques qui sont source de prestige et de revenus importants, comparables à ce que peut offrir un poste de cadre dans une entreprise ou une administration. D'une élection à l'autre, au gré des règles électorales, de l'offre en options partisans et en candidats et du climat social et politique, des bénévoles en petit nombre accèdent à ces fonctions. Une partie resteront dans la carrière, quelques-uns seront un jour en mesure de succéder à ceux qui les auront promus.

Ces fonctions convoitées ont pour particularité d'être des fonctions précaires, remises en jeu de façon périodique, dans le cadre d'élections dont les règles peuvent varier d'une fois à l'autre, d'un type d'élection à l'autre. Acquérir ou conserver ces fonctions dépend en grande partie du bon vouloir d'autrui, les hauts dirigeants de l'organisation qui accordent ou non l'investiture, les électeurs qui se portent vers tel candidat ou telle organisation. Sans doute est-ce une des raisons qui conduit les cadres de premier plan à acquérir plusieurs mandats soumis à des règles de renouvellement différentes, ce qui augmente leurs chances de rester dans le métier. D'autres changent de parti au gré des circonstances, passant d'un programme à un autre, qui peuvent s'opposer sur des points majeurs, et passant de la fidélité à un dirigeant à l'admiration pour son ennemi juré. Il a suffi de moins d'une année, une fois compromise la puissance du FN, pour que s'aillent vers le RPR ou l'UDF des cadres qui honnissaient ces partis et leurs dirigeants<sup>1</sup>.

Comme il en est pour nombre d'activités, toutefois, le désir d'accéder à ces fonctions de prestige ne peut être crûment justifié par les avantages qu'elles procurent. Celui qui est sur les rangs, comme celui qui change de parti, le font en vue du bien général. L'idée qu'une même personne se fait du bien général et, à plus forte raison, des moyens permettant de l'atteindre n'est pas arrêtée à jamais. Elle évolue avec les événements, les expériences de la vie, les tendances du moment, les espérances de carrière. Savoir ce qui l'emporte de l'opportunisme, de l'adaptation clairvoyante au cours des choses ou de la fidélité aux vœux des électeurs est matière à éditoriaux et à pamphlets.

---

1 Au lendemain de la scission, certains de ses élus se sont tournés vers d'autres partis, dont ils honnissaient les dirigeants et les idées quelques mois plus tôt (*Le Monde*, 8 novembre 1999). Les responsables de ces partis avaient d'ailleurs instantanément envisagé leur recyclage, pour peu qu'ils prissent distance avec leurs idées antérieures (*Le Monde*, 12 & 14 décembre 1998).

Des responsables politiques connus firent autrefois un passage par l'Action française ou par Occident (Pons, 1977, p. 101). Ce fut le cas d'Alain Madelin, Gérard Longuet, Alain Robert ou Patrick Devedjian, parmi d'autres. Concernant ce dernier, qui dit souhaiter « l'interdiction pure et simple » du FN parce qu'il ne serait pas « un parti républicain », *National Hebdo* (n° 736, 27 août 1998) ne manque pas de rappeler qu'il fut « dans sa jeunesse l'un des principaux "matraqueurs" d'Occident », impliqué en particulier dans l'attaque, à coups de manches de pioche, de militants du Comité Vietnam de base de la faculté des lettres de Rouen en 1967.

Des changements de cap, comme celui rapporté par *Monde et vie* (n° 601, 27 juin 1996), indiquent le caractère en partie conjoncturel et tactique, propre à susciter le sarcasme, des prises de position les plus sacrées : « "Nous ne partageons pas les mêmes valeurs", dit Patrick Stefanini du RPR en parlant de son rival électoral à Nice, Jacques Peyrat, mais un an plus tard, en 1996, le même Stefanini cède son siège à Nice à Jacques Peyrat, sous prétexte que l'intéressé, venu du FN, est passé au RPR. »

Inversement, quand le FN avait le vent en poupe, des élus des partis de droite le rejoignaient. À plusieurs reprises, *Français d'abord* a fait de quelques ralliés des invités d'honneur, ainsi Laurent Wetzell ou Guy Desessart (n° 264 & 265, octobre 1997), aptes à témoigner pour les militants de l'attraction du parti et, indirectement, de la justesse de sa tactique et de son programme.

L'observation montre avant tout des cadres, les uns rémunérés, les autres bénévoles, qui ont pour obligation de recruter, retenir et mettre à contribution des supporters. Ils constituent des équipes qui vont agir sous leur direction et qui vont ainsi conférer une existence concrète à leur rôle. Susciter des bonnes volontés pour une action définie ou pour une campagne électorale conduit ainsi nombre d'adhérents, à tous les échelons, à avoir un rôle d'encadrement et d'administration. Ils ont alors affaire à une base hétéroclite et fluctuante. Aux phases d'engouement envers l'organisation succèdent des phases de désaffection, aux moments d'activisme collectif succèdent des moments d'inertie. Pour quelques supporters sur lesquels pouvoir compter, il y en a beaucoup qui sont peu motivés, prompts à faire la leçon, attentifs à être payés de retour. D'autres sont indifférents aux impératifs de l'activité politique, ils se moquent des idées et des consignes. Les cadres doivent donc recruter, fidéliser et motiver des supporters. Ils doivent aussi exercer un contrôle sur diverses catégories de déviants, qui sont en phase avec l'idéologie du parti, mais qui se conduisent de façon peu conforme, nuisible à son image, lors des relations avec le public.

## **LA CONSTITUTION D'UNE ÉQUIPE**

Un parti peut avoir, à un moment donné, un grand nombre d'électeurs, de sympathisants déclarés ou d'adhérents, il ne dispose pas pour autant de militants prêts à donner de leur temps, à s'afficher en public, à risquer des injures ou des coups. Dans le cas d'un parti qui suscite l'opprobre, comme c'est le cas du FN, une partie des adhérents se retiennent de militer, tandis que d'autres tirent fierté d'engager un combat teinté de sacrifice de soi et d'héroïsme. En règle générale, cependant, l'activité militante varie selon les endroits et selon les périodes : certaines fédérations, certaines sections, apparaissent dynamiques, d'autres quasi inexistantes ; l'approche d'élections ou de cérémonies marquantes, comme un congrès du parti, entraîne un regain d'activité. Le rôle de ceux qui deviennent des responsables, en particulier localement, parce qu'ils se comportent comme tels ou parce qu'ils en reçoivent le titre de l'échelon supérieur du parti, apparaît déterminant. Il leur revient de recourir à diverses techniques pour recruter et fidéliser des bénévoles disposés à les seconder, à former une équipe et, à tout le moins, acceptant de figurer sur une liste lors des élections municipales. L'activité ainsi déployée a ceci de spécifique, dans le cas d'un parti minoritaire et marginalisé, que la justification par les gains électoraux est incertaine, souvent reportée, voire jamais concrétisée. À côté de l'objectif final, qui est de gagner des sièges, voire la présidence de la République, il existe de nombreuses activités, qui sont plus ou moins rattachées à cet objectif final et qui permettent de mesurer l'effort accompli : ce peut être la distribution de tracts, le collage d'affiches, la tenue d'un stand, une action d'éclat dont témoignent les médias. À défaut de voir leurs candidats remporter des sièges, les militants peuvent ainsi se prévaloir de succès plus ordinaires, directement à leur portée, qui ont l'avantage d'être chiffrables ou de conduire à des récits de bravoure.

## La rareté des militants actifs

Le FN s'enorgueillit de pouvoir compter sur des militants nombreux et déterminés. Ses manifestations et ses fêtes, dont la télévision donne des images, permettent d'en attester pour le public. Un parallèle est souvent effectué avec le Parti communiste d'autrefois, dont les militants sont tenus pour des modèles.

Ces affirmations reposent toutefois sur un artifice, celui du nombre d'adhérents, et sur une confusion, celle provenant de la différence entre militant et adhérent.

Le nombre d'adhérents annoncé à un moment donné par une organisation de type politique a fréquemment un rapport incertain avec la réalité. En premier lieu, selon que sont considérés comme adhérents ceux à jour de leur cotisation pour l'année en cours, ceux qui ont cotisé une fois au moins au cours des années récentes, ou tous ceux qui ont cotisé une fois au moins sur une période de plusieurs années, les chiffres sont différents. Ainsi, le nombre officiel d'adhérents fourni par Attac est-il celui des personnes ayant cotisé au moins une fois au cours des trois dernières années ; de la sorte, sur les 30 000 adhérents annoncés au niveau national, seuls 20 000 seraient à jour de leur cotisation en janvier 2001 (Brichet, 2001, p. 61). En second lieu, à l'approche de décisions internes découlant du vote des militants, choix d'un candidat pour des élections ou choix des délégués pour un congrès par exemple, l'une ou l'autre des fractions en compétition peuvent tenter de remporter le vote en faisant s'inscrire en nombre pour cette occasion des sympathisants, des affidés ou des proches dont le vote est assuré. À l'approche du congrès du PS à Rennes en 1990, dans le Pas-de-Calais des cartes sont bradées pour le douzième de leur prix en fin d'année (Sawicki, 1997, p. 139) ou offertes à des proches, telle section voyant ses effectifs croître de 400 adhérents en quelques semaines et telle autre de 250 (p. 172). En l'espace de deux mois, le RPR passe de 55 000 à 68 000 adhérents au moment d'un vote interne (*Le Monde*, 12 novembre 1999).

En troisième lieu, le chiffre annoncé peut être totalement fantaisiste, sans que le moindre artifice interne vienne lui donner un fond de véracité. La nécessité soudaine d'un vote interne dûment contrôlé peut alors révéler la tromperie. Lors du vote pour l'élection du président de l'UDF en 1998, seuls participent 18 000 adhérents, alors que l'année précédente la même formation revendiquait 15 000 adhérents directs et 80 000 adhérents issus des partis la composant (Abrial, 2001, p. 79). Au moment de la scission du FN, l'obligation d'obtenir l'accord écrit d'au moins un sur cinq des adhérents pour la tenue d'un congrès extraordinaire a fait apparaître un nombre de 40 000 adhérents, au lieu des 80 000 revendiqués jusqu'alors (*Le monde*, 11 décembre 1998). Comme l'observe Abrial (*Ibid.*, p. 78), au sujet de l'UDF, un chiffre élevé est un moyen pour « se mettre à la hauteur des autres partis politiques » ; c'est aussi, au sein d'un parti de circonstance comprenant un pôle centriste (Force démocrate, issue du CDS et du PSD en 1995) et un pôle libéral (Démocratie libérale, issue du Parti républicain en 1997), un moyen pour tenter de « se propulser à la tête des instances dirigeantes ». Tout comme pour l'UDF, il n'est pas improbable que le nombre d'adhérents revendiqué par les divers partis de « la gauche plurielle » soit un compromis entre l'effectif correspondant aux inscrits et un effectif assorti aux

prétentions du parti ; en tout cas, le PS aurait 120 000 adhérents, le PCF 204 000, le MDC 4 500, le PRG 15 000 et les Verts 8 500 (*Le Monde*, 8 novembre 2000). En outre, c'est un moyen pour maintenir ou rehausser le moral des militants, rassurés de voir que leur parti gagne des adhérents et tient son rang par rapport aux autres partis, en tout cas ne périclité pas. Des partis aux faibles scores et à la ligne intransigeante peuvent cependant faire d'un effectif réduit d'adhérents la marque d'une implication militante hors du commun, une preuve de pureté idéologique et un signe de transparence interne ; en septembre 2000, les Verts annoncent, à l'unité près, 8 509 militants (Villalba, 2001) ; à la même période, la LCR en annonce 2 000, Lutte ouvrière 1 500 et le Parti des travailleurs 6 000 (Pina, 2001, p. 159).

Outre son caractère incertain, voire factice, le chiffre indiquant un nombre d'adhérents ne permet pas de déterminer la force militante d'un parti. Dans une enquête souvent citée, effectuée en Gironde en 1972 au moyen d'un questionnaire envoyé par courrier auprès d'adhérents du PCF, du PS et de l'UDR, Lagroye *et al.* (1976, p. 10-12) distinguent les militants des simples adhérents selon quatre critères : l'assistance régulière aux réunions, le temps consacré au parti (3 heures ou plus par semaine), la participation aux tâches les plus décisives pour le bon fonctionnement du parti (secrétariat et permanences, collecte de fonds), l'assistance aux congrès nationaux ou départementaux. La proportion des adhérents qui pourraient ainsi être considérés comme des militants serait de 26 % pour le PCF, de 17 % pour le PS, de 8 % pour l'UDR<sup>2</sup>. Selon une enquête réalisée en l'an 2000, les adhérents du PS sont 16 % à déclarer une activité militante de plus de 10 heures par mois, et 46 % comprise entre une heure et 10 heures (cité dans Portelli, 2001, p. 113).

Une situation équivalente vaut pour le FN. Au moment de l'apogée électorale et médiatique du FN, dans les années 1990, les militants prêts à payer de leur personne sont en petit nombre, moins d'une dizaine dans nombre de sections de la région

---

2 Il est vraisemblable que le pourcentage des « militants » soit amplifié dans des proportions, de toute façon impossibles à estimer, qui peuvent varier d'un parti à l'autre. En effet, les catégories identiques du questionnaire recouvrent des contextes partisans hétérogènes (une participation régulière aux réunions peut signifier une fois par quinzaine ou une fois tous les deux mois selon les partis) ; ce sont les adhérents qui estiment leur propre niveau d'activité (l'indication d'un nombre d'heures employées en moyenne à militer par semaine est affaire d'impression autant que de calcul) ; les informations obtenues découlent des seules déclarations des répondants, qui peuvent être enclins à rapprocher leurs réponses du modèle attendu dans leur parti ; les taux de réponse sont respectivement de 47 %, 44 % et 41 % selon les partis (et, selon toute probabilité, ce sont les militants les plus actifs qui ont répondu).

La proportion des adhérents qui déclarent consacrer « en moyenne chaque semaine » plus de 3 heures aux « activités du parti » est de 26 % pour le PCF, 11 % pour le PS et 6 % pour l'UDR (p. 139) ; plus de 3 heures aux activités syndicales de 26 % pour le PCF et 12 % pour le PS ; plus de 3 heures aux activités d'associations non politiques (sportives, culturelles, entraide, parents d'élèves) de 21 % pour le PCF et 33 % pour le PS (p. 145-146). Selon les auteurs, le relatif isolement du PC en Gironde accentuerait la tendance de ses militants au repli sur l'activisme au sein d'organisations proches du parti, tandis que les militants du PS seraient davantage sollicités par une activité d'élu local ou par l'action au sein d'associations et d'organismes extérieurs au parti.

parisienne, même dans les secteurs où le parti obtient des scores de 20 %. Les militants actifs représentent une faible proportion des adhérents, qui représentent eux-mêmes une faible proportion des sympathisants répertoriés. Par exemple, en 1997, sur telle commune semi-résidentielle du Val de Marne, 500 sympathisants donnent 70 adhérents, qui se réduisent à moins de 10 militants actifs<sup>3</sup>. Avec régularité, j'ai entendu des militants de la région parisienne s'irriter d'être quelques-uns seulement à prendre des risques et à faire tout le travail lors des campagnes électorales. Ainsi Olivier, qui habite dans la commune du Val de Marne, ou Gérard, qui milite dans le onzième arrondissement.

[Juillet 1997, interview enregistrée] Olivier : « Pendant la campagne [pour les élections législatives de 1997 suite à la dissolution] j'avoue personnellement avoir été irrité à ce propos-là. Parce que parfois on était 3 ou 4 à se démener, à se lever à 4 heures du matin pour faire des collages un peu risqués dans des quartiers chauds, ou des boîtages. C'est vrai qu'y a des personnes qui à ce moment précis ne viennent pas et dont on aurait besoin. C'est bien de venir aux réunions, c'est bien d'applaudir... C'est justement ce qui m'a déçu. »

[Septembre 1997, fête des BBR] Le dimanche matin, Gérard vend l'Entraide devant le stand. Très vite il se montre déçu que peu de personnes l'achètent, soit manque d'argent, soit indifférence. Il aborde l'un ou l'autre avec des propos que je lui ai déjà entendus. Par exemple : « On a besoin de gens qui disent : Je donne une heure de mon temps une fois par mois ou une fois par an. Pas plus, une heure seulement, c'est rien, mais qui s'y tiennent. On ne peut rien faire avec des gens qui disent : "Je viendrai toutes les fois", et on ne les voit jamais. On ne sait pas si on peut compter sur eux. » Ou bien : « Sur Belleville, il y a 180 000 votants, on a fait presque 10 %, ça fait 18 000 personnes qui ont voté pour nous, et vous savez combien on est de militants pour faire tout le travail ? On est trois hommes et deux femmes. Et en face ils sont des dizaines, ceux du Scalp. Et les autres qui votent pour nous ils font quoi ? ils se grattent les couilles ou quoi ? et ils mettent un bulletin une fois tous les cinq ans, c'est pas la peine. »

Nombre d'adhérents ne militent pas. En cela ils sont à l'image des adhérents des autres partis. Il s'y ajoute toutefois, dans le cas du FN, une inquiétude des agressions ou des tourments possibles, contre soi et contre les proches. C'est l'une des raisons pour laquelle nombre de femmes usent de leur nom de jeune fille quand elles sont candidates.

D'autres adhérents se montrent actifs, mais au coup par coup et selon leurs idées. C'est le cas de jeunes qui s'attachent à une imagerie romantique de l'activité militante, à la fois impulsive, inspirée et précaire, ce que mettent à mal les documents venus des instances officielles. Pour des raisons de réduction des coûts, de conformité rhétorique et visuelle, mais aussi de contrôle des activités locales, la plupart des affiches, des tracts ou des autocollants sont achetés par les sections auprès du siège national. Un couple de militants, Sabine et Sébastien, se disent peu motivés par cette

---

3 Entre 1984 et 1986, 1 400 sympathisants comptabilisés dans le fichier de la section de Ronchamp, qui se trouve au nord de Paris, donnent 300 adhérents, qui donnent environ 30 à 40 militants actifs, selon son responsable d'alors (voir plus loin).

façon de faire, usant d'une opposition entre l'UNI, liée aux partis de droite, et le GUD, d'option révolutionnaire.

[Novembre 1996, interview enregistrée] « Sébastien : L'UNI représente pour moi tout ce que j'exècre, le côté triste, costume croisé. – Sabine : Et puis l'argent. C'est tellement facile d'avoir dix mille francs pour faire un tract. Nous on le faisait..., ç'a été photocopie avec des fautes d'orthographe, tapé à la machine, y avait ce côté vraiment presque... – Sébastien : Artisan, artisan. – Sabine : Y avait ce côté cellule, comme font les cocos, c'est pour ça qu'on les aime peut-être parfois bien, alors que l'UNI ils arrivaient, ils avaient leurs flasheuses, c'est facile. Alors qu'au GUD par exemple on les faisait à la machine à écrire, et puis on avait toujours un copain dont le père était dans une administration qui photocopiait, on les découpait à la main, c'était tout un truc, ça avait un côté plus rigolo. On mettait dix francs dans la cagnotte pour aller acheter un seau de colle, c'est pas pareil, y a pas l'appareil mais on s'amuse plus. »

Ils se plaisent à faire des militants d'extrême droite « les rois du bordel ». Ainsi, une quinzaine de militants s'étaient joints au DPS lors de l'élection de Dreux, mais à la suite d'un désaccord ils se sont retirés, et les responsables « se sont retrouvés comme des cons, avec quinze militants de moins ». De même, lors de l'anniversaire de la mort de Deyzieu, ils se sont retrouvés dans les rues à coller et à tagguer à 4 heures du matin. « Et à côté j'ai croisé des gens qui tagguaient les murs : Pasqua assassin, et personne avait décidé de le faire. »

C'est donc le plus souvent sur des petites équipes de quelques bénévoles que doivent compter les responsables locaux et les candidats occasionnels pour accomplir les tâches élémentaires d'une campagne électorale. Quelques retraités, quelques étudiants, quelques chômeurs, disposant de temps et prêts à en faire usage, suffisent toutefois à donner l'impression d'une activité soutenue sur un territoire donné. Ils peuvent agir à plusieurs, stimulés par l'ambiance d'équipe et par un responsable local qui donne l'exemple. Ils peuvent aussi agir en solitaires, comme plusieurs des militants que j'ai fréquentés : Chantal, qui est retraitée, passe des journées entières, munie d'un sac à dos, à déposer des tracts dans les boîtes à lettres de Ravier au moment des élections ; Alain, David, et d'autres, ont toujours des auto-collants avec eux, si bien que leurs moindres trajets peuvent être l'occasion de marquer la présence du FN. C'est avec fierté que les uns et les autres parlent de cette activité semi-clandestine, accomplie comme un défi, répercutée en tous endroits de la ville. Certains collent dans leur quartier pendant la semaine et ailleurs à d'autres moments ; c'est le cas d'Olivier, qui est étudiant en région parisienne, et qui passe des week-ends dans l'Oise chez sa grand-mère ; sans prendre contact avec les militants de la circonscription, qui ne collent pas et ne distribuent pas de documents dans les villages avoisinant celui de sa grand-mère, il effectue son propre collage ; en 1997, il a eu la satisfaction de voir le candidat local aux élections législatives passer de 12 % à 22 % : « Je ne sais pas si les affiches y ont été pour quelque chose. Mais moi à mon petit niveau je me suis dit : Moi je suis du FN, je suis peut-être le seul à être adhérent du FN dans les environs, collons des affiches, là au moins c'est agréable et sympathique, on n'a pas sans cesse à regarder si on est attaqués par derrière. »

## Les fluctuations de l'activité militante

Reposant en général sur peu de personnes, l'activité militante varie selon les endroits et selon les périodes. Des sections sont perçues comme bonnes, c'est-à-dire dynamiques, et d'autres comme médiocres. Les premières semblent rassembler toutes les caractéristiques de l'éminence : nombre important d'adhérents, équipe stable de militants actifs, moyens matériels convenables, responsable énergique et méthodique, activité régulière, scores électoraux élevés. Les secondes offrent une image opposée en tous points. Si de nombreux cas montrent que l'une des situations conduit à des succès qui appellent de nouveaux succès, tandis que l'autre appelle le découragement et la défaite, il existe probablement autant de cas qui contredisent cette théorie. Comme l'ont observé des commentateurs, lors des élections présidentielles de 2002, Le Pen a fait des scores élevés dans des endroits où aucune affiche n'a été apposée et où il n'existe aucun militant connu comme tel. Et sans doute l'inverse a-t-il existé, Le Pen faisant un faible score dans des endroits à forte visibilité militante. Les responsables se montrent en tout cas attachés à des théories pratiques leur permettant à la fois de rendre compte des réussites et des échecs et de justifier la nécessité de l'activité militante ; ils sont portés à croire que la force de celle-ci est source de succès et que sa faiblesse conduit à l'échec.

Le niveau d'activité militante varie aussi fortement selon les périodes. Quand le parti reçoit peu d'écho, les militants sont rares et peu mobilisés ; quand il est en passe de renforcer ses scores et d'avoir des élus, l'état d'esprit et le niveau d'activité s'améliorent. C'est cependant au moment des échéances électorales, ou dans cette perspective, que s'effectue l'essentiel de l'activité militante. La plupart des sections sont mises en train de façon ponctuelle, selon ce que dicte le calendrier électoral.

Soit le cas de deux sections parisiennes, celle de Plaisir au sud et celle de Ronchamp au nord. Aux dires de son ex-responsable pour les années 1980, la seconde était et demeure une des meilleures sections de Paris, pouvant même être considérée « presque comme une petite fédération » à la fois pour le nombre de ses adhérents et militants (environ 300 adhérents donnant 30 à 40 militants actifs) et pour ses scores électoraux parmi les plus élevés de Paris<sup>4</sup>. Être nommé à sa tête était une marque de confiance de la part des dirigeants. Celui qui était nommé partait avec un avantage, mais il devait, en contrepartie, se montrer à la hauteur.

[Juillet 1998, interview enregistrée] « Les réunions du bureau se font toutes les semaines, soit à l'issue d'une vente à la criée, soit dans un autre cadre, chez l'un ou chez l'autre, avec un certain ordre du jour. Mais ce bureau je ne m'en suis jamais contenté, je l'ai toujours élargi à tous les militants, de façon que chaque militant se

---

4 Elle faisait partie de ce qu'il appelle « les cinq sections stratégiques » (10<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup> arrondissements), qui représentaient « les gros bataillons des électeurs », donnant des « scores significatifs de façon constante », au-dessus de 13 %, et ainsi tirant le score du FN à Paris « par le haut ». Pour des données électorales plus précises, voir Birenbaum *et al.* (1996, p. 369-370), Mayer (1996). Aux présidentielles de 1988, les meilleurs arrondissements pour le FN sont, par ordre décroissant, les suivants : 18<sup>ème</sup> (17,9), 20<sup>ème</sup> (16,5), 19<sup>ème</sup> (16,4), 10<sup>ème</sup> (15,8), 11<sup>ème</sup> (14,7), 17<sup>ème</sup> (14,0), 9<sup>ème</sup> (14,0).

considère comme partie prenante. Et les grandes réunions c'est à peu près tous les 40 jours, tous les mois c'est trop rapproché, mais tous les 40 jours ça vous fait à peu près deux réunions par trimestre. Je considère qu'une section qui ne fait pas au minimum 6 réunions par an, parce que y a quand même les grandes vacances, c'est qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Enfin moi c'est mon principe, j'ai toujours essayé de l'appliquer. »

En comparaison, la section de Plaisir dispose de peu d'adhérents et de peu de militants, et elle offre des scores médiocres au parti. Ses activités sont peu soutenues, et principalement centrées sur les périodes électorales, selon ce qu'en dit un membre du bureau.

[Septembre 1996, interview enregistrée] « En ce moment on se repose un peu. Y a pas de campagne, donc y a un boitage par ci, un boitage par là. Par ci par là on donne un coup de main à la fédération, par exemple pour les bleu-blanc-rouge je fais partie de l'équipe de démontage des stands, d'autres feront partie des équipes qui vont servir les restaurants de la fédération. Mais sinon il faut bien avouer qu'à l'heure actuelle l'activité militante est un petit peu morte. Déjà trois ou quatre fois par an on doit faire une réunion de section, où on invite les adhérents et les sympathisants. On tâche à chaque fois d'avoir un orateur national. Par périodes, mais justement ce n'est pas le cas à l'heure actuelle, on peut animer un marché en distribuant des tracts ou en vendant des journaux. Mais ce n'est pas une activité très soutenue qui prend les gens à plein temps, loin de là. [Sociologue : Et les réunions de section ?] En principe elles doivent avoir lieu trois ou quatre fois par an. Des fois, quand y a pas de campagne, elles peuvent avoir lieu un petit peu moins souvent, mais enfin on n'est jamais tombés en-dessous de deux par an, et tout en disant que trois est un minimum. »

La section de Ronchamp fait figure de modèle. Pour qu'il en soit ainsi, il ne suffit pas d'un terreau social favorable, selon l'image courante. Le niveau d'activité d'une section dépend en grande partie de son responsable, même si l'influence de ce paramètre n'est jamais clairement mesurable, sauf inaction manifeste. Il faut un responsable qui prenne son rôle à cœur, qui sache organiser, qui soit attentif à créer une ambiance d'équipe, qui ait une apparence sympathique. Outre l'ex-responsable de Ronchamp, j'ai rencontré plusieurs jeunes cadres qui avaient le feu sacré et qui faisaient de quelques militants disponibles une équipe soudée. Sans doute est-ce plus fréquemment le cas des nouveaux promus, par ailleurs conduits à être candidats locaux, qui s'identifient à leur rôle sur le mode de la vocation et qui consacrent du temps à contacter et rassembler les sympathisants.

La personne du responsable est rapidement mise en cause par les militants si celui-ci manque d'entrain, organisant peu de réunions et peu d'actions, ou s'il n'est pas à la hauteur dans les relations publiques, manquant de chaleur humaine, s'exprimant avec peine. Une réunion commune à deux sections du sud de Paris (Plaisir et Ravier), en vue de préparer les régionales de 1998, a conduit les deux responsables à prendre la parole à tour de rôle. La différence entre l'un et l'autre, pareillement proches de 40 ans, fut flagrante. L'un est un médecin de quartier, déjà conseiller régional, à l'apparence aimable et au style direct. L'autre est un enseignant, en poste dans le sud de la France, si bien qu'il est rarement présent. Il a une apparence froide et ne sait pas parler en public, lui est-il reproché. « C'est un glaçon », « C'est le seizième, bon chic

bon genre, les talons joints, “jawohl !”, et pas une parole », « Ça ne convient pas pour Ravier », m’a dit Chantal à diverses reprises.

[Janvier 1998, section de Ravier] Avant que je m’en aille, Chantal me dit : « Merci d’être venu, ça fait une personne de plus. » Selon elle, il y a surtout des militants de Plaisir, et peu de Ravier, alors même que la réunion se tient à Ravier. « Sûrement que tous ceux qui sont dans les fichiers de Ravier n’ont pas été contactés. » Elle enchaîne sur le discours du responsable de Ravier. « Il ne sait pas parler », lui aurait dit un militant. C’est aussi ce qu’elle pense. Ce fut en effet un discours laborieux et haché, rendu difficile par une musique proche couvrant sa voix, mais aussi banal et peu mobilisateur. « [L’autre responsable] a donné des dates, lui rien », remarque sévèrement Chantal. Le responsable de Plaisir s’est en effet exprimé d’une façon claire, précise et stimulante, signalant les besoins en délégués et assesseurs pour les bureaux de vote (50 bureaux à Ravier, 60 à Plaisir), indiquant les tâches à accomplir (« investir les boîtes aux lettres » avec un livret tiré à 60 000 exemplaires pour Plaisir, à 70 000 pour Ravier, autant qu’il existe de boîtes aux lettres).

Il a aussi donné toute une série de rendez-vous, les uns communs (présentation des candidats à Wagram, manifestation de soutien à Le Pen à Versailles, meeting de clôture de campagne au Palais des sports), les autres spécifiques à la section de Plaisir (collage cette nuit même à 5 heures du matin, boîtage un autre jour, réunion des délégués et assesseurs, tractage exceptionnel sur tel marché et tous les dimanches sur tel autre). Rien n’a été annoncé pour la section de Ravier. C’est aussi le responsable de Plaisir qui a parlé des coûts engendrés par la campagne (1,7 millions de francs sur Paris) et des modalités de remboursement par l’État (il faut 5 % des suffrages exprimés au moins et la validation des comptes de campagne). Ces deux conditions ne pouvant manquer d’être remplies, il a encouragé les militants à participer au « prêt pour la victoire », en usant d’un bulletin joint (un autre bulletin, intitulé « appel civique », permet de se porter candidat pour être délégué ou assesseur).

Le niveau de l’activité est aussi tributaire de l’état d’esprit au sein du parti. Les périodes d’essor rendent euphoriques et conduisent à militer, les périodes d’échec font se replier. Dans un cas, les adhésions affluent, dans l’autre elles chutent. Les moments de ferveur et de désaffection se succèdent, induits, puis amplifiés, par les signes de l’essor ou de la victoire, ou par ceux de l’échec. L’ex-responsable de Ronchamp, qui a adhéré au FN en 1973 à l’âge de 18 ans, retient quelques scènes, les unes qui atteignent le moral, les autres qui sont exaltantes, vécues après coup comme prémonitoires si le parti est devenu influent. Dans les propos de ceux qui en parlent, il est question, selon les formules usuelles, de « traversées du désert » et de « moments historiques ».

L’absence des 500 signatures fatidiques pour être candidat aux présidentielles, comme ce fut le cas de Le Pen en 1981, crée un enchaînement de situations propices au désarroi.

[Juillet 1998, interview enregistrée] « Là nous sommes écœurés, et nous prôtons l’abstention. La situation est tellement difficile que, c’est vrai, on ne milite pas. Parce que y a pratiquement rien à se faire, nous sommes dans une situation où nous touchons le fond. » Le parti est descendu à 600 adhérents en France, dont à peu près 2

à 300 sur Paris, alors qu'à la fin des années 1970 il y avait 2 000 adhérents, dont 3 à 400 sur Paris. Il faut abandonner les locaux de la rue de Surènes, dont le loyer est trop important (dans les 7 000 francs par mois), pour aller rue de Bernouilli. « Les difficultés financières étaient énormes et à un moment donné y a eu une réunion, où là l'ordre du jour c'est carrément : Faut-il dissoudre le Front national ? »

Des sondages qui montent et les adhésions qui affluent, comme ce fut le cas à la suite de « L'heure de vérité » du 13 février 1984, créent un enchaînement d'une autre tonalité. Dans les jours qui suivent l'émission, un sondage indique que Le Pen passe de 3,5 % à 7 % d'intentions de vote et le siège du parti à Paris voit passer un millier de personnes venues adhérer (Bresson et Lionet, 1994, p. 409). Le remplissage en peu de temps d'une salle comme la Mutualité est pareillement un indice significatif de la cote du parti ou de l'orateur.

[Juillet 1998, interview enregistrée] « Il y a une Mutualité, pour nous une Mutualité c'était important, parce que ça fait 2 400 places, et si on la remplit c'est très important. Il faut vous dire que de 74 à 1983-1984 on la remplissait quasiment pas, les meetings d'ailleurs commençaient à 21 heures, 21 heures 15, donc là par habitude j'arrive à 21 heures, et on me dit : "Jean-Alain, tu montes au poulailler", et je monte au poulailler, assis sur les marches. La Mutualité est pleine à craquer, il fait au moins 35 degrés là-dedans, et là on sent qu'il se passe quelque chose. » Les élections européennes sont un succès. « C'est un événement considérable pour les militants de chez nous, pour tous ceux qui ont vécu la traversée du désert. Arriver en plus au coude à coude avec le Parti communiste, et voir que nous avons des députés. » Quelques semaines plus tard a lieu la manifestation pour l'école libre, à laquelle participe le FN avec ses députés. « Pour nous c'est un tournant historique, et Le Pen dit, du reste, à ce moment-là, il dit : "Tout commence, tout commence". »

Non seulement les adhésions augmentent et les meetings font recette, mais de simples citoyens manifestent leur intérêt en venant s'informer et en achetant objets et livres du parti. Les militants ne peuvent manquer d'y voir les signes d'une progression de leur parti qui prélude à des succès électoraux ; ils sont enfin payés de leurs espoirs et leurs efforts, ce qui les rend d'autant plus disposés à se dépenser sans compter. Les signes d'engouement dont se rappelle le responsable de la section de Ronchamp, l'une des plus importantes de Paris, suggèrent un état d'effervescence dans les relations comme il en survient dans les moments où le cours des choses semble basculer de façon favorable.

[Juillet 1998, interview enregistrée] Quand il en devient responsable en 1984, la section compte 110 adhérents (elle en avait 70 seulement, un an plus tôt). Quand il la quitte elle compte 300 adhérents. Parmi eux, 30 à 40 sont des militants actifs, en particulier pendant la période qui va des élections européennes de 1984 aux élections législatives de 1986. « Il y a un engouement, un enthousiasme, une période un peu de pionniers pour certains, où on peut pratiquement tout demander aux militants. On peut aussi dans la rue tout vendre, parce que pendant cette période-là on a tout vendu, ce qu'on ne ferait plus maintenant. Ce qu'on appelait les objets pieux, ça se vendait à tire-larigot. » Chaque mois, la section vend ainsi 30 à 40 briquets, 15 porte-clés, une vingtaine d'insignes, des macarons, des livres, des stylos avec la flamme, une dizaine de cravates, 5 ou 6 nœuds papillon. Et les militants donnent leur temps sans rechigner.

« Quand il y a eu des périodes avec des manifestations contre l'insécurité, suite aux vieilles dames assassinées à Paris, j'ai demandé à l'époque à mes militants de coller pendant trois nuits d'affilée, et ils le faisaient, ils le faisaient, on pouvait coller 500, 600, 700 affiches uniquement dans l'arrondissement. Nos députés européens ils étaient submergés de demandes de réunions, tout le monde voulait les voir, y avait ce phénomène de nouveauté d'avoir enfin pour une fois des élus. Tout le monde voulait les voir. Ils allaient d'arrondissement à arrondissement, de ville en ville, prêcher la bonne parole, les gens voulaient toucher nos élus. »

Une telle euphorie est appelée à s'atténuer avec la routine des événements ; il peut arriver qu'elle se retourne brutalement en son contraire. Ce fut le cas au lendemain de la scission. À la densité, la jeunesse et la gaieté de la foule, et à la diversité des stands, lors de la fête des BBR de 1998 a succédé, l'année suivante, une population plus clairsemée et plus âgée ; nombre des militants que j'avais l'habitude de saluer n'étaient pas venus, les uns parce que mégrétistes, les autres parce qu'ils étaient tristes et découragés.

Les événements qui signalent un renforcement du parti conduisent à un regain d'adhésion et de militantisme ; ceux qui signalent sa disgrâce auprès du public ou une mauvaise ambiance entre ses dirigeants ont un effet inverse. Une fois enclenchés, succès et enchantement, baisse et désarroi, semblent se développer sans qu'il soit possible d'en contrôler les mouvements<sup>5</sup>.

## **Les techniques de recrutement et de fidélisation**

Disposer d'adhérents et de sympathisants, c'est disposer d'une force de représentation, d'une main-d'œuvre bénévole, d'un apport financier et matériel. Que ce soit au titre de cadres locaux ou catégoriels, ou au titre de candidats, de nombreux responsables ont la nécessité de s'entourer d'un cercle de militants actifs. Les activités exposées au risque d'agression sont leur lot, collage, boîtage et tractage en formant les principales, en particulier en période de campagne électorale. À ce cercle s'ajoutent les simples adhérents et les sympathisants. Ils constituent une main-d'œuvre d'appoint, acceptant des tâches discrètes, comme la confection de courriers. À l'occasion, ils figurent sur une liste pour les élections municipales. Ils aident à remplir une salle, ils font groupe autour d'un candidat, ils ajoutent leur nombre dans une manifestation. Ils achètent les journaux du parti, participent à ses réunions, ses dîners-débats et ses fêtes, dont l'accès est payant, apportent leur contribution financière à l'une des associations.

À quelques reprises, j'ai entendu des cadres ou des candidats raconter leur arrivée dans une section. Leur premier souci est de contacter les adhérents et les sympathisants. Trois moyens se combinent : l'utilisation du fichier national, qui

---

<sup>5</sup> Les succès électoraux de 1989 ont ainsi contribué au renforcement des Verts, tout comme leur inclusion dans un ensemble de « gauche plurielle » depuis 1995 ; leurs divisions internes, marquées par le départ de Waechter en 1994, a fait chuter le nombre d'adhésions de 25 % (de 5 081 à 3 797) (voir Villalba, 2001, p. 133).

recense toutes les personnes « encartées » ; l'emploi d'un fichier local, qui recense les personnes de la section ; le tractage sur le marché, qui permet à des sympathisants de se révéler. Le rôle du fichier est de première importance. Il répertorie les adhérents et tous ceux qui ont laissé leurs coordonnées, suite à une discussion lors d'un tractage ou d'une vente à la criée, ou ayant retourné au siège un bulletin de soutien ou d'abonnement, comme il en figure sur les tracts. Pour être utiles, les fichiers doivent toutefois être tenus à jour et être transmis de responsable à responsable. C'est ce dont a bénéficié l'ex-responsable de Ronchamp. À son arrivée, en 1984, il hérite d'un fichier réalisé par un proche de Tixier et remontant à 1965, c'est-à-dire à la période des partisans de l'Algérie française. Les fichiers officiels peuvent être tronqués. Selon le même responsable, des sympathisants ne donnaient leur nom pour pouvoir être contactés qu'à la condition de ne pas figurer dans le fichier informatisé du parti. Il a respecté ce souhait, ayant ainsi dans son fichier personnel entre 30 et 40 noms qu'il n'a pas transmis à son successeur.

Soit l'exemple de cet homme de 40 ans, cadre au chômage, qui arrive en 1994 à Croisy, une ville de 20 000 habitants de la région parisienne. Après consultation de plusieurs secrétaires fédéraux, il a finalement retenu ce lieu d'implantation pour son potentiel électoral, sa proximité de Paris et l'absence d'un autre prétendant. Il lui faut contacter les éventuels adhérents, faire connaître son existence aux habitants, accroître le nombre des adhérents, s'entourer de quelques militants, constituer une liste en vue des élections municipales de 1995.

[Août 1998, interview enregistrée] « Je connaissais personne. J'ai eu un nom, sur le fichier de Saint-Cloud, cette personne je suis allé la voir. À côté de ça y avait quelques sympathisants, auxquels j'ai mis des petites cartes de visite : Bonjour je suis passé vous voir, vous n'étiez pas là, je souhaiterais que l'on puisse se rencontrer, et je donnais mon numéro. Et de là, voilà, j'ai eu des contacts, je suis allé les voir, on était deux, trois, quatre. » Avec l'argent de sa prime de licenciement, il fait imprimer 6 000 cartes de vœux, correspondant au nombre de boîtes aux lettres de la ville. « Y avait ma photo : X tête de liste FN aux élections municipales de juin 95 vous souhaite joie, bonheur et santé pour la nouvelle année, et de l'autre côté le calendrier. Alors ça a fait un effet bœuf au sein de la population, et au sein de tous les adversaires politiques, qui connaissaient évidemment pas ce X ni d'Ève ni d'Adam, qui se disaient : Mais c'est qui et d'où il vient ? » Et il fait les marchés, d'abord seul, puis accompagné par celui qui est devenu numéro deux sur la liste pour les élections municipales. « Et à partir de là peu à peu les gens sont venus me voir sur les marchés : Ah oui, vous êtes Front, ben moi ça m'intéresse, mon amie et moi on l'est aussi, ou ma femme. Bon, je notais les coordonnées, nom, prénom, adresse, téléphone : Ben je repasserai vous voir. Comme ça, en faisant les marchés depuis le mois de janvier-février, jusqu'à fin avril, début mai, où il fallait remettre la liste en préfecture, je suis arrivé à avoir une cinquantaine de noms. » Ils sont deux élus en juin 1995, avec 19 % au premier tour et 13 % au second tour.

Il n'existe pas de recrutement direct lors de la fête des BBR, à la différence de ce qu'il se passe à la fête de l'Humanité. La fête du FN amène à se retrouver des fidèles. Elle offre pour l'essentiel les stands de ses fédérations et de ses cercles et quelques librairies et ateliers d'esprit nationaliste. La fête du Parti communiste attire un large

public dont une partie vient pour profiter des spectacles ou des lieux culturels où sont présents vedettes et écrivains de renom<sup>6</sup>.

[Septembre 1997, fête de l'Humanité] Un militant de la section de Levallois-Neuilly me dit avoir pris 43 adhésions entre vendredi soir et samedi à 16 heures. Une autre militante me dit en avoir fait une soixantaine dans la seule journée de samedi, pour l'essentiel au stand du Secours populaire. Dans la journée, j'ai moi-même été sollicitée trois ou quatre fois par des militants me demandant si j'étais adhérente. Dans certains lieux de restauration, les sets de table en papier sont à l'encre de la section communiste locale et comprennent une partie destinée à l'adhésion. Malgré tout, il est possible de circuler sans être sollicité à tout bout de champ.

Une fois obtenues l'adhésion ou les coordonnées de sympathisants, il reste à entretenir leur motivation. Il convient de faire montre d'attention à leur égard, en leur signifiant qu'ils présentent un intérêt en dehors des moments où ils sont directement utiles. D'où la nécessité des appels téléphoniques, des courriers et des réunions. « Si on ne fait pas une réunion mensuellement on est absent. Quand on est absent les gens vous contactent pas. Donc ces gens-là en fait il faut les appeler. Si vous n'appellez pas pendant un mois, ou deux mois, ou trois mois, elles vous appelleront pas. » Il s'agit aussi de les amener à former des petits groupes à base de liens réguliers, de telle sorte que les motifs de la sociabilité ordinaire servent la raison tangible, de type politique, qui les a fait se côtoyer. L'ex-responsable de Ronchamp évoque le retour en groupe à la fin d'une réunion, et en particulier « la découverte que Untel habitait la même rue, Untel habitait le même immeuble ». Il s'agit aussi d'entretenir leur préférence partisane, en donnant de nouveaux aliments à leur exaspération envers le gouvernement, les autres partis ou les immigrés et en leur faisant ré-entendre les positions du parti. Les discours tenus lors des quelques conférences, débats ou réunions auxquels j'ai participé consistaient dans la reprise de thèmes connus. Le seul élément de surprise tenait à l'orateur, plus éloquent, plus incisif, ou plus terne.

Les diverses réunions sont organisées de façon à être attrayantes et à toucher des publics de milieux différents<sup>7</sup>. L'éventail des possibilités est cependant réduit : galette des rois (« C'est obligatoire », me dit l'ex-responsable parisien), conférence avec un invité, dîner-débat, soirée karaoké, soirée avec tombola ou avec loto, soirée du beaujolais nouveau. Le principe est d'éviter la monotonie de réunions identiques.

La conférence avec un invité est une habitude. Les militants se plaisent à comparer la cote des diverses personnalités. Une conférence organisée par la section de Plaisir, avec Le Gallou pour invité, en juin 1996, avait attiré 60 personnes environ. Le prix

---

<sup>6</sup> Je dois cette note d'observation à Françoise Bugnon.

<sup>7</sup> Selon Sawicki (1997, p. 111), le fort recrutement ouvrier de la SFIO du Pas-de-Calais dans les années 1950 a pour conséquence le faible intérêt des militants pour les réunions, les activités de formation ou les débats politiques, en comparaison de ce qu'il en est pour les activités de propagande électorale (comme le collage, le tractage ou le porte-à-porte), les tombolas ou les fêtes. Le recours au cinéma permet toutefois d'attirer aux réunions de nombreuses personnes ; à la même époque, c'était aussi un moyen parmi d'autres utilisé par les prêtres de paroisse rurale pour susciter l'intérêt des paroissiens (Bizeul, 1979).

d'entrée était de 30 francs. La salle retenue, à l'étage d'un restaurant, était pleine aux deux tiers. Un des militants posté à l'entrée m'indique d'emblée : « Il va y avoir moins de monde qu'on l'espérait, à cause de la chaleur et parce que c'est un vendredi soir. Mais Jean-Yves Le Gallou ne pouvait pas venir à un autre moment à cause de ses nombreuses activités. » Le responsable de la section, en fin de soirée, fera à mon intention le même commentaire, indiquant, au détour d'une phrase, qu'il avait envoyé 600 invitations. Un autre militant de Plaisir signale que les niveaux d'audience des personnalités connues pour leur drôlerie (c'est le cas de Martinez) ou un succès particulier (ainsi Stirbois) sont plus élevés.

[Septembre 1996, interview enregistrée] « Certains orateurs ont la faculté d'attirer plus de gens que d'autres. Nous avons atteint 200 personnes quand nous avons invité Marie-France Stirbois, juste après qu'elle ait été élue députée à Dreux. De même nous avons eu environ 200 personnes une fois que nous avons invité Jean-Claude Martinez. Mais souvent ça tourne autour de 60 à 70 personnes. »

Quand il est envisagé d'organiser une soirée au siège du FN pour « annoncer le succès » de la distribution de soupes, les membres de l'Entraide se demandent pareillement comment rendre une telle soirée attractive. L'idée d'un karaoké est d'emblée rejetée ; la venue d'un guitariste est évoquée ; quelqu'un mentionne le chanteur Daniel Guichard, qui passe pour être un sympathisant. Très vite, va s'imposer l'idée d'inviter une « personnalité » du FN, le risque étant toutefois de paraître s'affilier à un courant et de créer une distance avec ses rivaux. Un autre avantage, non mentionné, est de faire de cette personnalité un témoin de la réussite de l'Entraide, apte à servir de caution au sein de la direction par la suite.

[Mars 1997, siège du FN] Quelqu'un dit : « Y aura-t-il des personnalités ? Ça fait venir du monde aussi. » Il est alors question de plusieurs dirigeants parmi les plus cotés. Quelqu'un indique Jean-Claude Martinez, qui est du Sud. « Vous pensez qu'il fera venir du monde ? » s'interroge le pasteur. Il parle alors de « Catherine et Bruno ». « Parce que c'est quand même un premier couteau, ça serait plus porteur », explique-t-il. Un des responsables de l'Entraide conteste ce choix : « Y aura une dimension trop orientée si c'est Mégret. Il faut rester sous le signe de l'amitié. » Je fais le sceptique sur la fonction de ces personnalités. Alain me répond : « Ça fait venir du monde si y a des gens connus. » Sophie acquiesce vivement. Quelqu'un évoque Le Pen, en précisant : « En plus c'est son anniversaire fin juin. » La décision n'est pas arrêtée. (En fait, il n'y aura aucune « personnalité », et peu de permanents du siège, si bien que l'un ou l'autre y verront une marque de distance envers le pasteur ou envers l'Entraide de la part de la direction du parti.)

Les dîners-débats ont pour faculté d'attirer un public sélectionné, puisqu'ils obligent à une dépense. La réunion organisée par le responsable de Croisy dans un restaurant italien en juin 1998 était ainsi revenue à 140 francs, ce qui constitue un prix usuel. Une trentaine de personnes étaient présentes, ce qui correspondait au nombre de places de la salle. Lors d'une réunion équivalente, organisée pour plusieurs arrondissements de l'est parisien, le responsable avait eu le souci de proposer deux tarifs, 100 francs et 150 francs, selon que les personnes étaient ou non au chômage : « Si je n'avais pas proposé le repas chômeur, disons que j'aurais eu 50 personnes en moins. J'aurais pas fait 150 couverts, j'aurais fait 100. Dans le seizième

arrondissement ils peuvent se permettre de faire un prix unique, parce que les chômeurs du seizième ils ont quand même des revenus un peu supérieurs à ceux de l'est parisien. »

Les dîners-débats exigent aussi une tenue vestimentaire et le goût pour les relations de table. Une partie des adhérents, évaluée à un sur cinq par le responsable parisien, ne participent qu'à ce genre de réunions, jamais aux autres. Ils se retrouvent ainsi entre personnes du même monde. « Le phénomène de dîner-débat rencontre beaucoup plus d'adeptes, en principe, dans les quartiers résidentiels, où c'est très apprécié, que dans les quartiers populaires. » Dans les années 1985, selon un ex-responsable du FNJ, sur 40 adhérents des beaux quartiers, 20 allaient aux dîners, quand 10 seulement étaient des militants actifs. « À l'époque y avait beaucoup d'activités comme ça. On faisait des dîners dans les restaurants, pour se rencontrer. On faisait une conférence tous les mois au Baltimore. Le Baltimore c'était l'hôtel du seizième. » Le plus souvent, un invité est l'attraction de la soirée, comme pour une conférence. Lors du dîner-débat auquel j'ai participé à proximité de Chartres, en décembre 1997, la personnalité invitée était ainsi Martine Lehideux, tandis que la responsable invitante était Marie-France Stirbois<sup>8</sup>.

Quels que soient les types de réunions, leur succès dépend de diverses considérations liées aux habitudes de la population concernée. Selon le responsable parisien, les quartiers « résidentiels » de la région parisienne se prêtent difficilement aux réunions de week-end. « Faire une réunion dans le septième arrondissement un samedi après-midi au mois de mai ou au mois de septembre, c'est du délire, parce que ils sont partis en week-end, ils ont leurs maisons secondaires, ils ont la chasse, ils ont tout ce que vous voulez, phénomène aussi qui se retrouve en province. » Dans les quartiers « dits sensibles », il est préférable d'éviter les réunions en soirée, commençant vers 20 heures et s'achevant vers 22 heures ou plus tard, c'est-à-dire à la nuit tombée. Il y a « une déperdition d'un quart des participants ». Même chose pour les meetings. Ceux de la porte de Versailles ou de la salle Wagram auraient ainsi pour public principal des personnes de l'arrondissement et des arrondissements avoisinants. « Toute personne qui est obligée de faire plus de 30 minutes de métro le soir ne vient pas. Quand c'est la porte de Versailles ils ne viennent pas, c'est trop loin, le retour sera trop tardif, et ils ont peur. »

### **La stimulation par les chiffres tirés de l'activité**

Les succès électoraux constituent la finalité officielle des partis. Et ils apparaissent comme la récompense du travail militant. Les résultats des diverses élections sont présentés et commentés dans la presse du parti, tout comme ils le sont dans la presse

---

8. Le coût était de 125 francs par personne. Il y avait environ 80 personnes, dans une salle pouvant en contenir 110. Elles étaient en majorité d'un âge avancé, et offraient toutes, si ce n'est un couple à l'allure ouvrière, une mise soignée. « Il y a moins de monde que prévu », remarquent les responsables, qui s'interrogent sur la raison : c'est peut-être dû aux congés ou au fait que beaucoup ont « du mal en fin d'année ».

généraliste. Les secteurs et les candidats dont le score a progressé par rapport à la précédente élection sont mis à l'honneur. L'élection de députés, en 1986, de conseillers régionaux en nombre, de conseillers municipaux, la prise de quatre mairies dans le sud, sont autant de preuves que la persévérance est payante et que les sacrifices consentis ne le sont pas en pure perte.

Les scores électoraux ne découlent pas, cependant, du niveau du travail accompli, comme en font l'expérience les militants, même si, aiguillés par les responsables, ils tentent par moments de s'en convaincre pour se donner du cœur à l'ouvrage.

La propension des cadres à croire dans ce lien est d'autant plus marquée que les résultats sont meilleurs, et d'autant plus relativisée qu'ils sont médiocres, conduisant dès lors à faire largement appel aux facteurs explicatifs les plus divers. L'ex-responsable de Ronchamp, l'un des « arrondissements phares de Paris », indique le rôle essentiel de l'action militante.

[Juillet 1998, interview enregistrée] « Bien entendu, en règle générale, plus le travail militant est important, meilleur est le résultat aux élections, même si dans certains secteurs vous avez un travail militant qui est important et qui ne paye pas, ça peut se produire. Parce qu'il y a quand même un travail de fidélisation, un travail de maintenance. Il est aussi important que l'équipe dirigeante reste en place longtemps. Quand il y a un turn over trop rapide il y a forcément à ce moment-là une cassure de la dynamique. »

Le responsable de Choisy conteste la pertinence des scores électoraux pour juger de la qualité du travail militant. Il apparaît d'autant plus critique qu'il est déçu de n'avoir pas été retenu comme candidat pour les élections régionales de 1998.

[Août 1998, interview enregistrée] « Ça c'est important à dire, les scores électoraux à mon avis sont pas un indice du travail, pas systématiquement, pas systématiquement. Parce que y a certains de nos amis qui sont favorisés, en fonction d'événements locaux ou en fonction de zones géographiques. J'en connais par exemple qui ne travaillent pas énormément, disons beaucoup moins que moi, pour être très sincère, et qui font des scores nettement meilleurs que moi. »

Désireux de commenter un score décevant à une élection locale, un responsable du FNJ fait appel à plusieurs explications, non dénuées de justesse, ce qui suffit à bloquer tout soupçon envers sa personne. Aurait-il obtenu un score supérieur à celui du candidat antérieur, il n'aurait pu manquer d'en attribuer le bénéfice à son action ou à sa personne. Cette dissymétrie dans l'explication d'un résultat est ordinaire (voir aussi Sawicki, 1997, p. 47).

[Juillet 1998, interview enregistrée] Il a fait 5,75 %. « Je suis pas trop mécontent... J'ai pas fait un super-score, parce que à l'Ouest c'est difficile. » La fois précédente, le candidat du parti était un professeur d'économie du chef-lieu qui avait obtenu 6,20 %. « Sachant que le nombre d'électeurs a changé, que le taux de participation était différent..., quand c'est un jeune nouveau qui se présente, même si j'habite juste à côté, si je fais une excellente campagne, je vais gagner un point supplémentaire. Et c'est vrai qu'y a une évolution qui ne se fait pas forcément. Et puis y a le poulain d'un [dirigeant de l'UDF] là-bas et bon ben il engrange. »

Sachant par expérience que les résultats électoraux peuvent stagner ou être à la baisse, sans qu'ils aient pour autant démerité, les militants s'attachent à des indices d'une autre nature pour certifier de leur engagement<sup>9</sup>. Il s'agit pour l'essentiel de chiffres supposés rendre compte de l'intensité ou de la régularité d'une action, de coups d'éclat ayant eu des retombées médiatiques et pouvant conduire à des récits de bravoure, qu'importe leurs liens avec la finalité première de l'entreprise. D'une certaine façon, les militants sont dans la situation de ces ouvriers au rendement, qui détachent leur activité de son résultat tangible, l'importance de la prime, pour en faire le test de leur propre qualité dans un univers où chacun est apprécié selon sa capacité à faire face au rendement (voir Burawoy, 1979, chap. 5). L'augmentation du pourcentage des voix procure une satisfaction ; mais celle-ci peut ne jamais survenir, et, de toute façon, elle demeure de courte durée. Par contre, dans le cadre d'opérations propres au parti ou de campagnes électorales, des enjeux plus circonscrits apparaissent, suffisants pour procurer du prestige au sein du parti, le sentiment du devoir accompli, la félicité d'avoir remporté un défi. Chaque militant peut trouver, seul ou en groupe, un motif de satisfaction accordé au type d'activité qu'il privilégie : faire en sorte que les affiches du parti ne restent jamais recouvertes ; apposer des affiches à des points stratégiques ; vendre tant d'exemplaires du journal ; déposer un livret de campagne dans toutes les boîtes à lettres en déjouant les digicodes et l'irascibilité des concierges ; tenir sur un marché jusqu'après le départ des adversaires ; faire rentrer telle somme d'argent au moyen d'un stand lors du défilé du premier mai ou lors de la fête des BBR ; distribuer tant de tonnes d'aliments ou de vêtements. C'est parce qu'elle implique les caractéristiques de la joute contre un adversaire ou de l'exercice selon certaines règles que l'activité militante est poursuivie sans que surviennent nécessairement des succès électoraux.

Le nombre de tracts ou d'affiches employés permet de donner une idée du travail réalisé d'autant plus élogieuse qu'il atteint plusieurs milliers. Il conduit à des comparaisons à divers niveaux, en particulier entre fédérations, d'autant plus aisées que la plupart des documents sont achetés auprès du siège, qui peut ainsi avoir une mesure de l'activité de chaque fédération.

Un militant de Plaisir, responsable du boîtage depuis 1989, peut ainsi indiquer avec précision le niveau de son activité et la comparer avec celle d'autres quartiers. Même s'il n'est pas dupe de la relativité des chiffres, il en conçoit de la fierté. Les félicitations des responsables sont alors autant de formes d'encouragement.

[Septembre 1996, interview enregistrée] Il a apporté divers exemples de tracts distribués sur le quartier pour me les montrer. L'un a été distribué à 30 000 exemplaires, un autre à 20-25 000, un autre à 40-45 000, autrement dit « dans toutes les boîtes accessibles, à quelques exceptions ». Comment sait-il qu'il y a 45 000 boîtes ?

---

<sup>9</sup> C'est probablement le cas de nombre de groupes dont l'activité vise à influencer l'opinion et dont les résultats sont peu tangibles, sauf de façon ponctuelle. Ainsi en est-il d'Amnesty international (selon une enquête d'un groupe d'étudiants de l'IUT d'Angers effectuée en l'an 2000). Les indices de son activité retenus par le groupe sont ceux directement contrôlables, tels que le nombre d'adhérents, le nombre de signatures au bas d'une pétition ou au bas d'une lettre-type, le montant des sommes récoltées lors d'une vente de livres, des mentions dans la presse locale.

« J'ai divisé le quartier de Plaisir en secteurs de boîtage, et je peux dire que, tous, je les ai boîtés au moins une fois. Même quand je ne les boîte pas, je demande aux gens qui les boîtent : Il vous en faut combien, ou : Il t'en faut combien, donc je sais à peu près le nombre de boîtes qui me sont accessibles. Donc j'ai fait un recensement aussi précis que possible et j'y ai pris d'autant plus de plaisir que je suis statisticien professionnel. Un boîtage fait à deux personnes, on met en moyenne 1 600 documents, dans certains cas ça peut dépasser les 2 000, mais dans d'autres cas ça peut être un millier. Y a des quartiers où les immeubles ont beaucoup de boîtes, où on peut aller très vite, d'autres avec des immeubles où y a quelques boîtes, on perd beaucoup de temps. » Il faut ainsi 30 séances pour boîter l'ensemble du quartier, à raison de 1 500 tracts environ par séance et à raison de deux personnes par équipe. Il estime à 300 000 le nombre de documents qu'il a distribués depuis 1988 seul ou en duo. « Ça veut dire qu'à moi tout seul j'aurai fait plusieurs fois l'arrondissement en entier. Si j'ai mis 300 000 documents à raison de 1 500 par séance, on peut en déduire le nombre de séances de boîtage. C'est en effet assez conséquent. Le [responsable] aime à dire, mais je ne sais pas si c'est vrai, c'est peut-être uniquement pour me flatter, que je suis le meilleur boîteur de Paris. Ce que je sais, parce que j'en ai des échos suffisamment précis pour le savoir, c'est qu'en banlieue il existe des gens plus courageux que moi encore, parce que c'est des endroits délicats, et parce que, étant à la retraite, ils ont plus de temps aussi, ce qui fait qu'ils en ont distribués plus que moi encore. Pour Paris je sais pas. »

Un ex-responsable du FNJ d'un département du Sud peut pareillement se targuer d'avoir mis en valeur son groupe au moment du référendum sur le traité de Maastricht, en septembre 1992. Il dispose de chiffres précis permettant des comparaisons à la fois avec les actions précédentes sur le département et avec les actions faites dans les autres fédérations. S'ils placent en haut du classement, les résultats fournis par le siège sont à la fois une forme de récompense et un encouragement à rester le meilleur.

[Octobre 1996, interview enregistrée] « On a eu, je pense, la plus grosse campagne du FNJ sur le département. J'avais que ça à faire, donc j'ai vraiment été militant pendant quinze jours, trois semaines, à temps complet. Donc là ça nous a donné un coup de pouce, on a été reconnus en même temps par le grand siège en tant que militants. Un certain nombre de gens sont venus aussi, qui étaient étudiants, parce que ils étaient pas encore rentrés à la fac. Ça c'était la plus grosse opération qu'on ait pu faire dans le [département]. On a été une des plus grosses fédérations, déjà, à dépenser pour les affiches. On a été dans les dix premières en commande de matériel, au niveau national. C'est-à-dire qu'ils font le décompte. Nous, on a dû coller 700 ou 800 affiches, c'était quand même énorme, pour cette campagne-là spécifiquement. »

Les distributions d'aliments dans le cadre de l'Entraide ont conduit les militants à de semblables évaluations. Le plus souvent il s'agissait d'une simple estimation, amenant à remarquer : « Y a beaucoup de monde », ou : « C'est tranquille, ce soir ». À plusieurs reprises, en particulier au début, les militants se sont mis en peine de trouver un moyen objectif pour connaître le nombre de personnes servies. Si le nombre des bénéficiaires atteignit 200 personnes parfois, le plus souvent il se situait entre 70 et 120 au long des deux premières années. L'année suivante, ce nombre chuta. Dès lors, faute d'un nombre de SDF comparable à celui des années passées et proportionnel

au nombre des repas prévus, et une fois envisagées les diverses raisons de cette baisse de fréquentation, une redéfinition des critères du succès fut entreprise. Un soir, s'efforçant de ne pas succomber à la déception, les militants passent en revue diverses explications. Au lieu de demeurer devant la gare, la distribution se tenait sur une place un peu à l'écart, et l'horaire de début était plus tardif. Peut-être certains des SDF ignoraient-ils le nouveau lieu, peut-être que l'horaire tardif ne convenait pas à ceux qui devaient se présenter dans un centre d'hébergement ou qui souhaitaient bénéficier des Restos du cœur. Aucune de ces explications n'est convaincante. Quelques remarques conduisent à inverser momentanément le sentiment de déception, en retenant les bons côtés de la situation.

[Décembre 1998, près de la gare Saint-Lazare] Quelqu'un dit : « Même s'ils sont moins nombreux, c'est pas grave, parce que toute la soupe part. C'est même tant mieux, sinon il manquerait de la soupe et du pain. » Il va pourtant rester de la soupe et du pain, me semble-t-il. Le pasteur attire mon attention sur l'aspect inhabituel du peu de monde de ce soir : « T'as vu, ils étaient plus nombreux l'autre fois où tu es venu. » Je lui dis que de toute façon y a du monde, ajoutant : « Et c'est plus agréable que les fois où ils étaient en masse et où c'était la bousculade comme l'an passé. » Il acquiesce. Il va d'ailleurs reprendre cette formule avec un bénévole, ajoutant : « C'est plus tranquille. » Quelqu'un dit, en écho : « On est entre amis. » Et quelqu'un d'autre : « Tu vas voir, le 22 décembre, pour Noël, ils seront tous là pour les cadeaux. »

La stimulation de l'activité militante par des chiffres peut conduire à des comparaisons de toutes sortes, entre fédérations, sections, militants, entre le parti et ses adversaires, d'une période à une autre. Elle suppose une activité continue qui peut apparaître besogneuse, routinière ou ascétique à beaucoup.

### **La stimulation par les coups d'éclat médiatiques**

Une autre façon de marquer le rôle d'une section ou d'une fédération est de recourir à des coups d'éclat. Ces actions mobilisent un nombre réduit de militants en une seule fois et pour une courte durée. Mais elles s'imposent à l'attention du public et des journalistes et elles font une forte impression sur les sympathisants. Autant que l'influence sur une partie du public, certes escomptée, mais rarement démontrable, compte le goût d'une action insolite et provocante, qui laisse une trace dans les journaux, devenant dès lors un titre de gloire, servant d'exemple pour les autres. Outre la présence de journalistes, requise pour changer cette action en événement public, un des ingrédients ordinaires est la prise de photos. Elles permettent de compenser l'absence ou la faiblesse des retombées dans la presse ; d'offrir des visuels aux journalistes désireux d'écrire un article après coup ; de confondre des adversaires en cas de contestation ou de procès ; de revivre l'événement entre militants, ce qui est propice à la motivation du groupe ; de faire connaître l'événement, images à l'appui, à un cercle élargi ; de constituer un album qui mette à l'honneur les militants et suscite des vocations.

Un ex-responsable du FNJ d'un département de l'Ouest (devenu responsable national et désormais secrétaire départemental du FN) mentionne ainsi des poses de banderoles avec des dimensions (jusqu'à 105 mètres carrés) et à des emplacements (un viaduc de la ville, une des îles du fleuve qui traverse la ville) propres à leur donner un grand impact. « On prend des photos qu'on peut montrer aux militants ensuite. Ils se disent : Bon c'est une fédé qui bouge, c'est intéressant, la prochaine fois je vais en faire partie. » Plus récemment ce fut l'irruption sur le parvis d'une mairie où avaient été accueillis des clandestins. Le quotidien régional en a rendu compte.

[Juillet 1998, interview enregistrée] « On est arrivés avec le camion, avec des flammes, on a pris le haut-parleur, on les a bousculés gentiment, en déclarant ce qu'on avait à dire, et en leur mettant du papier toilette à l'intérieur de la mairie, en disant : Vous voulez des papiers, en voilà. C'était drôle, et on a eu pour la première fois des retombées dans *Ouest-France*. »

L'idée de séduire est centrale, pour accrocher les sympathisants. Les thèmes mis en avant sont suffisamment larges et déclinables pour que chacun puisse s'y retrouver. Nul besoin d'un argumentaire laborieux.

[Juillet 1998, interview enregistrée] « On a une ligne politique qui est assez séduisante, parce que c'est : Ni droite ni gauche, Français. Tout le monde se reconnaît dans cette ligne politique-là. Et c'est aussi des coups un petit peu plus folkloriques, comme les coups qu'on a pu faire sur le viaduc, ça va durer deux ou trois heures, on va se faire un bon coup de pub, les jeunes vont se dire : Ah la la, c'est impressionnant, 105 mètres carrés de toile. C'est vrai qu'on bluffe un petit peu l'adversaire, on séduit un certain nombre de jeunes. Et c'est vrai que plus ça va plus il faut en faire, parce que on a du mal à les accrocher. On fait passer un communiqué de presse à la suite de ça, avec nos horaires de permanence. Mais c'est plus par nos jeunes à nous qu'on arrive à faire adhérer et à faire en sorte qu'y a un certain nombre de sympathisants qui se déclarent. Mais c'est pas toujours mesurable. Un tractage de lycée n'est pas mesurable. »

Les actions des groupes opposés à l'avortement procèdent du même esprit, mobilisant forces de l'ordre, opposants, caméras et badauds dans un happening du meilleur effet. Une des bénévoles de l'Entraide, jeune femme de milieu bourgeois, alors assistante sociale dans un lycée de banlieue, a plusieurs fois raconté sa participation à une prière dans une clinique ou sur le parvis de Notre-Dame. Elle était d'autant plus amusée de la situation que sa présence détonait dans des groupes perçus comme rétrogrades et constitués pour l'essentiel de personnes âgées. À chaque fois l'action est consignée avec soin, puisant une partie de sa résonance dans les photos faites par des proches. C'est avec un ton allègre et mutin qu'elle raconte ses faits d'armes. Les photos où elle apparaît, les récits à maintes fois repris, l'officialisation découlant d'une poursuite en justice, l'attention admirative des militants, lui offrent d'elle une image héroïque et angélique à la fois qui ne peut manquer de renforcer sa foi en elle-même et en son action. Lors de la fête des BBR de 1998, sur le stand d'une association pro-vie, chacun pouvait feuilleter un épais album de photos détaillant les actions entreprises et offrant des portraits des militants poursuivis en justice.

[Mars 1997, gare Saint-Lazare] Je dis à Corine que je l'ai vue à la télé. Chacun l'interroge. Elle me demande si c'était dans le couloir de la clinique ou dans le fourgon des policiers. En fait, précise-t-elle, ils sont passés sur la 3 et sur M 6 au moins. Une fois la distribution terminée, je me trouve à prendre le métro avec elle. Je lui fais raconter ce qu'il s'est passé. C'était la première fois qu'elle participait à une action de ce genre. Ils étaient huit, pour l'essentiel des retraités : un colonel à la retraite, une femme ancien combattant, une grand-mère, le professeur Dor, une femme journaliste, aussi, qui faisait le lien avec les journalistes cantonnés à l'extérieur. Il y avait plusieurs télé et des journalistes de la presse écrite, qui avaient été prévenus de l'action. Ils étaient étonnés de voir, pour la première fois, une jeune femme dans ce groupe. Au bout d'un quart d'heure, les flics sont arrivés, une cinquantaine, mais ils n'ont rien fait. Eux sont restés trois heures à l'intérieur, sans gêner le service, laissant le passage aux personnes, à genoux une partie du temps. Ils n'étaient pas enchaînés. « C'était une stratégie employée avant, mais ça donnait une image négative. » Au bout d'un certain temps, ils étaient fatigués d'être à genoux, me dit-elle en riant ; ils seraient bien ennuyés si l'hôpital les laissait en plan sans réagir à leur présence. À l'extérieur, une quinzaine de jeunes du Scalp étaient arrivés, sans doute prévenus par certains des journalistes. Les policiers formaient un barrage entre les uns et les autres. Une fois au commissariat elle a été interrogée. Elle a d'abord refusé de coopérer. Le jeune policier lui a dit d'être aimable, qu'ils étaient de leur côté ; d'ailleurs on leur a apporté du chocolat.

[Novembre 1997, gare Saint-Lazare] Corine me parle de la manifestation de samedi dernier devant Notre-Dame pour savoir si j'étais au courant. Je dis que oui, mais que je n'y étais pas. Elle sort un paquet de photos pour me raconter les épisodes de la manifestation. La manifestation étant interdite, ils avaient envisagé d'entrer dans la cathédrale pour prier. Mais les portes en avaient été fermées pour les empêcher d'entrer. Ils étaient quelques centaines de militants, m'assure-t-elle. À l'aide de quelques photos elle s'efforce de me donner une idée de l'extension de la manifestation, de la densité et du nombre des personnes. Sur une photo apparaît Madame Dor dont la tête dépasse au-dessus des manifestants. « Elle appelle les personnes à se disperser, en disant que la manifestation est interdite. C'est pour dégager la responsabilité de son mari et la sienne, ensuite. Mais elle s'est fait huer un moment parce que certains croyaient que c'était une opposante, ils ne la connaissaient pas. » Des CRS et des gardes mobiles les attendaient ; ils ont formé une chaîne qui a pénétré dans la manifestation pour isoler une partie des militants, dont plusieurs dizaines ont été emmenés dans des cars vers un commissariat. Une photo montre un alignement de sept ou huit cars. « Ils avaient prévu beaucoup de cars rien que pour nous », dit-elle, amusée des effets de leur action. Une autre photo montre un groupe retenu contre un immeuble par des barrières métalliques. « Ils avaient pas assez de place à l'intérieur pour nous faire rentrer tous », explique-t-elle. Pour les embarquer, les CRS et les gardes mobiles se mettaient à deux, un de chaque côté, soulevant et transportant ainsi chaque militant. Je lui demande s'ils étaient brutaux. « Non non, dit-elle, ils étaient adorables », du moins les CRS ; les gardes mobiles ont été plus brusques. À deux ou trois reprises, elle dit, avec un accent de fierté : « C'était les chapelets contre les boucliers. » Pour illustrer cette formule, elle trouve un gros plan de deux CRS avec des boucliers translucides. Elle ne fait pas partie de la centaine de

personnes qui ont été emmenées d'emblée. Elle s'est alors avancée et agenouillée sur le parvis pour continuer à prier, avec une ou deux personnes à ses côtés. Une des photos, « prise par un copain » me précise-t-elle, la montre à genoux. Elle escomptait que d'autres personnes feraient de même. Elle s'amuse de sa crédulité. Personne d'autre ne s'est joint à eux. À son tour, elle a été emmenée au commissariat.

De nombreux groupes, politiques et autres, sont devenus les adeptes de coups d'éclat médiatiques. Un petit nombre de militants, disposant de peu de moyens, bénéficient d'un impact important, en usant à leur profit de l'intérêt des médias pour les spectacles insolites. Ils en tirent pour eux-mêmes des récits de bravoure et de belles images, qui permettent de revivre et de faire partager le plaisir des actions entreprises. Ils s'opposent aux militants de base au même titre que des acteurs de rue s'opposent à des distributeurs de prospectus. Mais ce ne peut être une forme d'action généralisable. Non seulement le tout venant des militants ne pourrait être engagé dans ces actions au caractère illicite et provocateur, mais les exigences de la vie politique, en particulier au niveau local, impliquent un contact direct et ordinaire avec les sympathisants et les électeurs. D'où la nécessité d'un travail régulier de recrutement et de fidélisation revenant aux responsables. Ceux-ci doivent alors veiller à ce que les militants se réclamant du FN offrent une image acceptable lors des actions publiques. Ce n'est précisément pas le cas de tous.

## **LE CONTRÔLE DES SUPPORTERS VIOLENTS**

Une partie des bénévoles sont employables en toute confiance par les cadres. Ils suivent les consignes, évitent les situations qui dégénèrent en bagarres, conservent leur sang-froid dans les moments de tension. D'autres sont peu contrôlables, soit qu'ils se moquent de l'image du parti, agissant pour leur propre compte ou vivant en groupes marginaux, soit qu'ils réagissent de façon violente aux contradictions et aux agressions. Les uns ont une allure martiale ou menaçante ; ils recherchent la bagarre ou le règlement de comptes. Les autres ne supportent pas l'humiliation ; ils refusent de devoir se taire ou se replier, ils répliquent sur le champ. Soucieux de l'image du parti et de la leur, et désireux de ne pas négliger ces supporters, les cadres veillent à les rendre inoffensifs. Diverses tactiques sont employées : cantonner aux activités tranquilles ceux qui s'emportent, apprivoiser les marginaux qui peuvent être récupérés, effectuer un partage des rôles avec les groupes portés aux formes démonstratives.

Quoi que disent ou fassent les cadres, des armes sont parfois à portée de main, des militants rêvent de bagarres, des altercations surviennent, des meurtres ont été commis. À chaque fois le parti cherche des parades, expliquant que sa responsabilité n'est en rien engagée : il y a légitime défense, le délinquant n'est pas un adhérent, le délinquant est manipulé par les adversaires. De leur côté, les groupes opposés au FN s'efforcent d'en faire à chaque fois l'unique responsable de ce qui est survenu : l'inspirateur, du fait de son idéologie, voire le donneur d'ordre. À défaut d'être directement témoin des faits, le chercheur a rarement les moyens de savoir ce qu'il en est ; les comptes rendus de procès publiés par la presse sont lacunaires et partiels ;

une décision de justice n'est jamais une preuve définitive concernant ce qu'il s'est passé. D'un côté, il y a une majorité de cadres et de militants qui sont désireux d'éviter tout grabuge, par principe, par crainte ou pour ne pas nuire au parti ; mais ils ne sont pas pour autant mécontents de l'image tonique ou violente accolée à celui-ci. De l'autre côté, il y a des militants épris du combat physique, par métier ou par hobby, et des individus qui tentent de faire du FN le cadre d'expression de leur violence, en particulier raciale. De la même façon que se côtoient des militants au racisme intempestif et d'autres simplement inquiets de la perte d'identité visuelle et culturelle de la France, de la même façon des militants à l'esprit pacifique côtoient des militants enclins à la bagarre. Les uns et les autres ont peu en commun, si ce n'est d'œuvrer sous l'égide d'un parti qui promeut une vision du monde de type ethnique et qui honore l'affirmation guerrière des idées. Sur ces deux points, les premiers dirigeants offrent des exemples d'énoncés racistes et de conduites violentes. Sur ces deux points, aussi, ils peuvent arguer qu'il s'agit de contre-points aux idées dominantes ou de répliques aux agressions des adversaires. Quoi qu'il en soit, certains des militants en retiennent qu'il est permis de penser et d'agir à sa guise, à condition de n'être pas pris en flagrant délit d'expression raciste ou antisémite ou de détention d'armes, et à condition que le parti ne soit pas impliqué.

### **Un état d'esprit propice à l'usage de la violence physique**

Il arrive que les nerfs des militants soient mis à rude épreuve lors des contacts avec le public. Il leur faut entendre des réflexions hostiles ou faire face au harcèlement des militants antiracistes lors d'un tractage ; il leur faut coller ou boîter dans des quartiers où leur présence n'est pas admise.

Les militants dont le tempérament est vif ont toutes chances de perdre leur calme. Ils prennent les devants d'une agression redoutée ou ils répliquent à une entrave par des invectives ou des coups. D'autres craignent d'être attaqués par des jeunes d'origine immigrée, en particulier la nuit au moment d'un collage. Comparant la dangerosité des agresseurs possibles, militants du Parti communiste, dont la bravoure est citée en exemple, membres de Ras l'Front ou du Scalp, jeunes du Betar, jeunes immigrés, plusieurs militants disent avoir été attaqués par ces derniers et les craindre par-dessus tout. Ainsi ce militant du FNJ, ex-skin faisant de la boxe française : « Les Arabes, souvent, ils ont des couteaux ou des barres de fer, et les barres de fer ça fait mal. Et puis, ils hésiteront pas à lyncher un type au sol. Quand on les croise, quand on est deux, on n'est pas fiers. » À défaut d'être en force, ce qui est souvent impossible, vu la rareté des militants disposés à courir des risques, ou bien parce qu'ils excluent de s'en laisser compter par quiconque et aiment faire preuve d'intrépidité, certains emportent avec eux de quoi se défendre. Ce peut être une arme à feu.

La mort d'Ibrahim Ali, un Comorien abattu en 1995 à Marseille par un militant effectuant un collage, résulte de cet état d'esprit. Si les militants admettent qu'il est illégal et surtout indéfendable, du fait des conséquences irréparables qui peuvent survenir, de militer en étant armé, la plupart voient dans l'usage d'une arme par quelqu'un de fragile ou d'excédé la conséquence du climat hostile à leur rencontre. Le

militant qui a tué le jeune Comorien leur apparaît comme le protagoniste involontaire et malheureux d'un drame dont il n'est pas la principale cause. D'une certaine façon, disent-ils, il a pris les devants d'une agression comme en redoutent la plupart des militants, qui se voient être victimes un jour ou l'autre d'un coup de couteau ou d'un lynchage<sup>10</sup>.

Un militant (architecte, 60 ans, ancien responsable de Plaisir) indique avoir eu affaire à des hommes venus avec un revolver lors d'un collage par le passé. Il en fait une attitude typique des « militants de base », parmi lesquels se trouvent des individus impulsifs et déraisonnables.

[juin 1996, interview enregistrée] « Je me souviens, chez Tixier aussi, des types qui venaient simplement pour dire : “Il faut taper, il faut taper. – On va pas taper, on va coller des affiches, on va pas taper. – Ah non, moi, ce qui m'intéresse c'est d'aller taper.” Mais, même une fois, pour aller faire un tractage ici, j'en ai plus fait du reste après parce que j'avais été un peu écœuré, y avait des petits vieux qui étaient venus, y en avait un il avait un..., alors on était ensemble, on devait faire les HLM de la rue, qui sont assez dangereux du reste dans une certaine mesure, il me dit : “Ah, moi, j'ai pas peur.” Il ouvre son attaché-case, et il avait un gros pétard énorme comme ça. “Ah, non, non, vous allez le ranger, vous allez le mettre n'importe où, mais moi je sors pas avec vous.” C'est un danger, il n'aura même pas le temps ni de le sortir ni de s'en servir, il risquera plutôt de m'envoyer une balle, et si ceux qui sont en face nous agressent, eux si ils voient sortir un revolver, eux vont sortir un couteau ou un revolver et eux sauront s'en servir, et ils s'en serviront. Ça, vous y pouvez rien, c'est la base. »

Les inquiétudes de ce responsable étaient partagées par d'autres, ainsi Yann Piat, qui dit s'être obligée à suivre de près les militants du Var effectuant des collages (1991, p. 126, 132).

« La nuit, je monte la garde afin que mes colleurs au tempérament belliqueux ne cèdent pas aux provocations des uns ou des autres. [...] Cependant, comme je connais mes ouailles, je ne me fie guère à leur promesse de se tenir cois. Souvent je les accompagne en voiture. [...] Je fais des rondes pour surveiller mes secteurs. » Parmi eux se trouvent en effet « des têtes brûlées, des nostalgiques du SAC et du baroud dans les djebels qui rêvent d'en découper et cherchent systématiquement la bagarre ».

Certains des militants ne font pas mystère de leur possession d'armes à feu. Ils tiennent cette habitude de leur passage, ancien ou récent, dans la légion ou chez les paras. D'autres ont gardé les réflexes acquis au cours des actions terroristes et des règlements de compte de la période coloniale. Parmi ceux que j'ai côtoyés, deux hommes portaient en permanence sur eux une dague ou un couteau prêts à l'usage, afin de parer à toute éventualité ; l'un fit un jour une démonstration de nunchaku et

---

10 Une association dite « de soutien aux prisonniers du FN » a recueilli des dons pour venir en aide aux trois militants impliqués dans ce meurtre, voyant en eux des victimes du climat de violence secrété par les étrangers. Alors que l'enquête indique un groupe de dix jeunes et dément qu'il y ait eu une agression de leur part (*Le Monde*, 13 juin 1998), la version répandue au sein du FN est que les « trois honnêtes pères de famille » ont été « pris à partie en pleine nuit par une vingtaine de jeunes d'origine étrangère » (*Français d'abord*, 280, juin 1998).

s'amusa, me prenant pour partenaire, à montrer comment déjouer une fouille en cas de port d'un revolver. À quelques reprises, amenés à fouiller la voiture d'une élue ou l'appartement d'un DPS (*Canard enchaîné*, 17 décembre 1997 ; *Le Monde*, 11 juin 1998 ; Darmon et Rosso, 1998, p. 171), les policiers sont tombés sur des armes en quantité. Plus récemment, à proximité de Toulon, insultés par des jeunes au cours d'un collage, deux militants du MNR ont fait usage d'un pistolet (*Le Monde*, 14 août 2000).

Lorsque des militants ou des sympathisants ont été mis en cause pour des faits graves, comme une mort d'homme, la volonté de donner du parti une image irréprochable conduit les responsables à nier la réalité du lien entre l'organisation et l'auteur de l'acte, à moins que la légitime défense puisse être invoquée. Le militant peut être invité à faire disparaître toute trace de ses liens avec le parti. « [Le secrétaire départemental] m'a demandé de déchirer ma carte d'adhérent du FN et de me débarrasser de toute documentation relative au mouvement », assure l'un des jeunes accusés du meurtre de Brahim Bouraam (*Le Monde*, 15 mai 1998). Le militant mis en cause peut aussi être considéré comme un « provocateur », c'est-à-dire un individu infiltré et manipulé. Le parti reste indemne de toute faute et a le bénéfice d'apparaître, aux yeux des militants, comme victime d'une machination. Recourant à cette rhétorique de la disculpation, un cadre, au demeurant critique envers son parti, exonère celui-ci de toute responsabilité dans le meurtre d'un colleur d'affiches du PS commis en 1986 par un militant du FN.

[Juillet 1998, interview enregistrée] « Nous avons été victimes d'un coup terrible quelques jours avant l'élection, il y a... provocation, il faut quand même bien le dire, d'un individu qui ayant obtenu je ne sais pas comment une carte du FN poignarde, assassine, un militant socialiste à Roissy-sur-Seine. Il est évident que cet individu, qui en plus s'est laissé arrêter, qui a tourné dans le secteur, qui s'est fait arrêter avec sa carte du Front dans sa boîte à gants, et qui de surcroît a été condamné quelques années plus tard à à peine... je crois que c'est deux ou trois ans de prison, je crois même qu'il est ressorti très peu après. Bon, y avait quand même quelque chose qui paraissait là tout à fait évident. L'importance, il faut le rappeler, pour le pouvoir de l'époque et même pour l'opposition RPR-UDF c'était que l'on n'ait pas de groupe parlementaire, ils ne le voulaient pas. »

Il suffit que le crime profite aux adversaires du FN, ce qui est le cas puisque sa réputation est compromise, pour que puissent être invoquées des bizarreries amenant à soupçonner le pouvoir d'avoir téléguidé le meurtrier. Dans son discours en clôture de la fête des BBR de 1996, Le Pen a ainsi délivré une version tragi-comique des rebondissements de l'enquête portant sur la profanation du cimetière juif de Carpentras, en concluant à l'évidence d'une machination prenant pour cible le FN : « Si Salvador Dali voyait dans la gare de Perpignan le centre du monde, le centre de la cabale anti-FN se situe à Carpentras », « Plus fort que Fantomas », « On se croirait dans un roman de de Villiers, l'autre ».

L'étranger de bonne foi qui fréquente le FN, comme ce fut mon cas, même s'il s'efforce d'être critique et de s'informer, finit à la longue par ne plus savoir ce qu'il s'est passé lors de telle affaire où le parti se trouve mis en cause. Il hésite entre deux idées simples, la machination hostile des ennemis, et la parade à tout prix des dirigeants, finissant par admettre que la réalité lui échappe, impossible à connaître de

façon sûre, comme il en est dans la plupart des affaires. Ainsi, concernant la profanation du cimetière de Carpentras, le meurtre de Bouraam ou la rixe de Mantes-la-Jolie, à moins de passer du temps à réunir une grande diversité de documents et à comparer les versions, ce dont peu de personnes ont l'envie et les moyens, il est probable que chacun s'oriente selon les convictions de son entourage partisan. Sur ces trois événements, les adversaires du FN n'ont aucun doute, c'est à cause des idées du parti que le cimetière juif a été profané, c'est un habitué du FN qui a poussé le Marocain dans la Seine, accomplissant un acte accordé à l'idéologie du parti, c'est Le Pen qui a insulté et violenté l'élue socialiste. La quasi-totalité des reportages, associés aux prises de position de nombreux dirigeants politiques et aux manifestations de groupes hostiles au FN, ont entériné ce point de vue. Sur ces trois événements, les dirigeants du FN ont une tout autre version. Ils ont riposté aux mises en cause de leur parti par des plaidoyers mêlant dérision et arguments de droit et par des manifestations nationales de grande ampleur. Ils ont accusé les médias de désinformation et le pouvoir de manipulation. La plupart des militants que j'ai fréquentés partageaient ce point de vue, tout comme ils croyaient dans la malveillance généralisée à l'encontre de leur parti.

Si, malgré tout, il leur faut convenir que leur parti a abrité des personnes qui se sont mal conduites, les militants font remarquer que c'est négligeable en comparaison de ce qu'il en est pour les autres partis, que bon ordre y est mis rapidement, dès que le fait est connu et instruit, et que le Royaume de Dieu n'est pas de ce monde. « Il peut y avoir comme dans toute société quelques personnes qui sont des brebis galeuses, m'explique par exemple un cadre. Ça, c'est un phénomène humain. D'ailleurs, la plupart du temps, ça se termine par une éviction de ces brebis galeuses. »

L'utilisation de la violence physique, avec ou sans instruments, est courante de la part de groupes voulant écarter des adversaires, désirant se venger d'une agression, refusant d'obtempérer aux diktats d'une faction rivale. Les bagarres entre militants d'extrême gauche et d'extrême droite, entre militants d'extrême gauche et militants communistes (s'affublant des titres de « staliniens » ou de « hitléro-trotskistes »), entre militants de gauche et du FN, entre factions d'extrême droite, ont lieu de façon périodique. Les uns et les autres recourent à la barre de fer, déguisent un manche de pioche en support de pancarte, disposent d'une camionnette pourvue en matériel contondant<sup>11</sup>. Ils font état de leurs propres exploits de bagarre, ou d'autres le font pour eux, créant ainsi leur réputation. Ils s'emploient aussi à discréditer leurs adversaires auprès du public, par l'entremise des médias ou de la justice, assimilant le service d'ordre des autres à une milice qui enfreint la loi.

Loin d'être répudié, le combat guerrier est mis en valeur au sein du FN. Plusieurs dirigeants, à commencer par Le Pen et Holeindre, ont pour titres de gloire leur engagement dans les guerres du Vietnam ou d'Algérie. Des écrivains nationalistes décrivent l'exaltation de moments de combat donnant à l'individu le sentiment de se surpasser, ainsi Dominique Venner (1994). Les militaires du CNC sont à l'honneur

---

11 C'est le cas des communistes (Robrieux, 1977, p. 97, 133, 138), des lambertistes (Campinchi, 2000, p. 178-187 ; Nathalie Herzberg dans *Le Monde*, 10, 11 & 12-13 décembre 1999), des anarchistes (*Le Monde*, 7 août 1999), des socialistes (*Canard enchaîné*, 1 avril 1998).

lors des manifestations du FN ; ils ont rangs à part dans les défilés du premier mai, avec leurs décorations, leurs bérets et leurs drapeaux ; à diverses occasions, ils tiennent la garde en bas de la tribune d'où Le Pen délivre son discours. À quelques reprises, les dirigeants ont offert l'exemple de la pugnacité, ainsi Le Pen faisant front avec vigueur aux contre-manifestants de Mantes-la-Jolie en mai 1997 (Darmon et Rosso, 1998, p. 141), Gollnisch forçant quelques policiers en faction devant l'Arc de triomphe en octobre 1996 (*Ibid.*, p. 115), Maréchal mettant en fuite des militants de gauche venus s'en prendre à la caravane du FN en mars 1995 (Durand, 1996, p. 102).

### **Le cantonnement des militants impulsifs (« les excités »)**

Plus que des militants armés et conduits à user de cette arme, ce dont la probabilité est faible, les cadres du FN craignent les militants prompts à la riposte, incapables de soutenir de façon prolongée ou répétée des insultes ou des mises en cause lors d'une action publique. La tentation peut être grande de forcer au respect un contradicteur ou de faire payer leur audace à un groupe d'opposants.

Lors des défilés auxquels j'ai participé, encadrés par un service d'ordre, les quelques trublions ont été ignorés, ou conspués, ou ramenés à la raison. Ils étaient isolés et peu virulents. Soit l'exemple d'une manifestation contre la mosquée dans l'est parisien, à laquelle participaient 200 personnes environ.

[Novembre 1996] Avenue Secrétan. Un jeune couple de style étudiant ou enseignant crie : « Tolérance, tolérance. » Un militant dans les 60 ans répond : « Y a des maisons pour ça. » Un autre ou le même ajoute : « Aux chiottes la tolérance. » Les deux jeunes continuent à crier. Plus haut dans l'avenue un homme dans les 40 ans, de type arabe et d'apparence aisée, crie par salves : « Fascistes, fascistes. » Il accompagne un moment le cortège dans son trajet. Personne ne réagit, d'autant qu'il reste isolé dans ses anathèmes. Rue de Meaux. Un jeune homme aux traits discrètement asiatiques se tient à une fenêtre de premier étage, courbé vers le cortège. Un DPS tend un pistolet dans sa direction, d'où s'échappe un gaz, puis une sorte de bombe qui crache des giclées d'un produit jaune. Le cortège dévie pour éviter de respirer. Le jeune homme reste accoudé à la rambarde, les yeux humides, comme prostré. En fin de parcours, je trouverai Solange. Elle me dira avoir vu quelqu'un leur jeter des œufs.

Lors d'un tractage sur un marché, le rapport numérique n'est pas le même. Des militants anti-FN peuvent avoir décidé d'une démonstration de force. Même s'ils aimeraient les corriger, ayant le renfort de jeunes hommes aguerris s'il le faut, la plupart des cadres du FN préfèrent éviter le recours à la violence. Celle-ci contredirait l'image pacifique et responsable qu'ils veulent donner de leur parti. Le soupçon généralisé à l'encontre des membres du FN les empêche de pouvoir invoquer de façon crédible la légitime défense. La tactique des groupes anti-FN consiste donc à faire le vide autour des militants, pour rendre inopérante leur action de relations publiques. Si les militants réagissent, ou maintiennent leur présence, les opposants peuvent s'efforcer de les amener à la faute, afin de leur faire endosser la

responsabilité d'une altercation et ainsi prouver dans le cadre d'un procès ou par voie de presse la dangerosité de ce parti.

Pour sa première campagne électorale comme suppléante, Sophie fait ainsi l'expérience de la difficulté de contrôler des militants qui se trouvent nargués et harcelés. Lors d'un tractage sur un marché d'Eure-et-Loir, ils sont « une petite dizaine de militants » à devoir subir la pression d'un nombre équivalent d'opposants. Amener les militants à demeurer impassibles dans ces circonstances demande un grand sens de la persuasion de la part des cadres. S'ils ne répliquent pas, la situation peut tourner à leur avantage. Les témoins de la scène, ou un journaliste de la presse locale, comme ce fut le cas, peuvent se placer du côté des militants, perçus comme victimes de l'intimidation et de l'agressivité d'individus sectaires.

[Août 1997, interview enregistrée] « On a fait tout le marché avec les militants de Ras l'Front qui hurlaient derrière nous : “F comme facho, N comme nazi.” Et ça hurlait pendant une heure, et fallait qu'on serre des mains, qu'on ait le sourire. Ils nous hurlaient dans les oreilles, ils étaient à côté de nous là comme ça, avec des pancartes, et puis on en avait un presque chacun derrière notre dos à nous hurler. Il est bien évident que si on a un excité parmi nous qui se dit : “Je vais leur faire leur compte, on en a marre maintenant”, on va déclencher l'incident, et pourtant on aura été provoqués. [...] Même, vis-à-vis des gens sur le marché..., beaucoup de gens sont agressifs, nous insultent, y en a toujours un qui nous lance une petite insulte comme ça. Alors on essaye d'avoir des gens qui sont relativement calmes, qui puissent discuter, qui soient assez diplomates. Malgré tout on est quand même un peu tendus. Et puis quand même c'est pas évident de parler aux gens comme ça, les gens se sentent agressés la plupart du temps. Même si on leur tend qu'un papier, pour eux s'ils le prennent, même si ils ne sont pas forcément concernés, parce que c'est peut-être pas le parti pour lequel ils vont voter, les gens, malgré tout, derrière : “Ils ont pris le papier.” Alors, si en plus ils prennent le papier du Front, vous vous rendez compte, c'est une catastrophe, le voisin peut être là à les regarder, même si ils ont nos idées..., les gens ont peur. »

Les responsables tentent parfois de cantonner les militants nerveux ou remontés aux activités n'impliquant pas de relations avec le public. Me parlant du manque de bénévoles pour la distribution de repas, certains soirs, un responsable de l'Entraide me dit qu'il connaît des militants prêts à venir mais qu'il a préféré les dissuader : « On choisit des militants qui s'énervent pas, ça serait mauvais pour nous. » À quelques reprises, des militants ont dû être ramenés à la pondération, prompts à faire de la morale ou à répliquer à des SDF sentant l'alcool, parlant un mauvais français ou injurieux.

[Novembre 1996, gare Saint-Lazare] Un homme de type maghrébin revient se faire servir à plusieurs reprises. Une militante (60 ans, apparence soignée, semblant sous tranquillisants) le repousse de façon sèche, ce qu'il prend mal. David demande à la militante de ne pas s'énerver et de le laisser dire. Elle réplique sur un ton cassant qu'il se drogue, et que c'est hors de question d'accepter. David la reprend avec vigueur, lui disant qu'on est là pour distribuer des repas, pas pour s'en prendre à ceux qui viennent.

Ce même David, jeune homme vif et drôle, ayant plaisir aux formules incisives, va lui-même se trouver sur la sellette. Il lui sera reproché « des réactions primaires », autrement dit « racistes », et d'avoir refusé de servir un homme qui lui semblait dans l'aisance. Au bout de quelques semaines, la militante en question aura disparu. Au bout de quelques mois, ce sera le cas de David aussi, de toute façon appelé sous les drapeaux peu de temps après.

Le responsable de la section de Plaisir a ainsi préféré se passer des services de jeunes militants connus pour aimer faire le coup de poing. À l'instar d'autres cadres, implantés et respectés localement, il ne pouvait que répugner à d'éventuelles altercations pouvant ternir l'image du FN et la sienne dans un quartier dont il est tête de liste et qu'il arpente comme médecin lors de ses visites à domicile. Plutôt que de rajeunir la section, ainsi que dit l'y avoir incité celui qui me rapporte le cas, il a préféré éviter tout risque.

[Février 1998, interview enregistrée] « Y a un des gars de chez nous, il nous a dit : “Si vous voulez, pour aller sur les marchés, moi je viens avec mes types.” Parce que ils ont formé un club de boxe, donc ils peuvent venir, et [le responsable de la section] lui a dit : “Non non pas question.” J'ai dit : “Mais pourquoi, Pas question ? C'est le moment justement d'avoir des jeunes.” Il m'a dit : “Je t'expliquerai plus tard.” Après, il m'a dit : “Ces gars-là c'est des cogneurs, on est sûrs qu'y aura des dégâts. La première personne qui dira une parole de travers, ils lui tombent dessus.” Il veut pas les voir. Alors je dis : “C'est dommage. Il faudrait quand même les récupérer ces gars-là. Ils sont peut-être pleins de bonne volonté. Bien sûr ils veulent cogner, mais enfin ils sont pas idiots, si on leur explique bien que..., si ils sont sincères...” »

Quelques militants, parmi ceux fréquentés, disent se priver de militer au contact du public à cause de leur impulsivité. C'est le cas d'Alain, prompt à s'emporter, effectivement, en face d'un contradicteur.

[Décembre 1996, interview enregistrée] « Faire les marchés, j'en ai fait, mais je n'aime plus, parce que on reçoit tellement d'insultes et je suis tellement impulsif que j'ai peur qu'en donnant un coup de nerf en plus je porte tort à mon parti politique, ce que je ne veux absolument pas. Et de toute façon j'aurais tous les torts vis-à-vis de l'opinion publique, et vis-à-vis de la justice c'est moi qui trinquerais. » Il dit s'être reporté sur un militantisme de noctambule, effectué en solitaire, comme le collage de « 500 autocollants » à 4 heures du matin.

D'autres militants, inquiets du degré d'emportement de ceux qu'il leur arrive de côtoyer, disent redouter des violences de la part d'hommes rendus incontrôlables par la boisson.

[Septembre 1997, fête des BBR] Dimanche matin. Je croise Solange. Elle me dit être restée jusque vers 11 heures et demie la veille. Il y avait Docteur Merlin et Jean-Paul Gavino (un chanteur païen et un chanteur pied-noir). Beaucoup de gens boivent, surtout avec la chaleur. « Le lendemain, j'écoute toujours la radio. J'ai toujours peur que certains soient bourrés et qu'ils agressent des étrangers en sortant de la fête. Y en a toujours qui sont excités dans le lot. Ça nous retomberait dessus. »

Bien qu'ils soient conscients qu'une partie de ceux qu'ils côtoient peuvent se comporter de façon raciste et agressive, en particulier lorsqu'ils ont bu ou sont énervés, les militants s'en tiennent obstinément à l'idée que leur parti n'est en rien responsable des incidents qui peuvent survenir, dissociant en quelque sorte les comportements de ces militants de la perception donnée des immigrés au sein du parti. C'est ce que signifie l'expression « Ça nous retomberait dessus ».

### **Un cas de rappel aux principes (« on n'est pas des animaux »)**

Le cantonnement des militants impulsifs est probablement rare. D'une part, il s'agit de militants qui sont désireux de se faire entendre, de se rendre utiles et, le cas échéant, de braver l'adversaire. D'autre part, quand trop peu de militants sont actifs, s'en passer apparaît comme une ineptie. Les militants posés et les cadres sont de ce fait en situation de devoir faire des rappels à l'ordre. Ce peut être à seule fin de ne pas entacher l'image du parti par un incident qui les conduirait en justice ou qui serait monté en épingle par les médias. Ce peut être aussi, comme pour quiconque, par attachement à des principes d'ordre et de justice. Probablement ces deux types de motivations, l'une cynique, l'autre désintéressée, coexistent-elles dans nombre de situations, sans qu'il soit toujours possible d'attribuer les comportements observés à l'une ou à l'autre.

À W plusieurs reprises, lors de la distribution des soupes, les militants ont été insultés et menacés par des bénéficiaires. Presque à chaque fois ce fut par des jeunes hommes de type arabe. Ce genre de situation plaçait les militants en porte-à-faux avec leurs principes. Alors qu'ils avaient pour idéal l'entente entre les personnes dans le cadre de la préférence nationale, ils se trouvaient à faire la générosité à des individus dont les caractéristiques et les comportements bafouaient cet idéal. Quelques-uns des militants étaient portés à répliquer sur le champ, en particulier ceux habitués à la violence de la rue ou des foyers d'hébergement en tant que SDF. D'autres, par contre, faisaient appel aux principes ou s'interposaient, pour l'essentiel le pasteur Blanchard et des militants à la position sociale établie.

Le déroulement de ces situations, où les actes s'enchaînent avant que quiconque ait eu le moyen de saisir ce qu'il se passe et d'intervenir en faisant la part des choses, dépend en grande partie de l'état d'esprit commun aux personnes présentes. La volonté d'apaisement peut dominer, si bien que la plupart des personnes agissent dans ce sens. Si c'est l'idée qu'il est nécessaire de mettre un terme vigoureux à des agressions qui minent le climat, peu de personnes vont réagir à temps ou disposer de l'autorité pour stopper le cours des actes. Les deux exemples qui suivent ressortissent de ces deux types de cas. Le second exemple fait aussi apparaître que plusieurs personnes supposées dans le même état d'esprit et impliquées dans un même enchaînement d'actes peuvent se conduire de façon radicalement opposée. Une femme dans les 65 ans, militante assidue et téméraire, en appelle avec vigueur aux principes d'une conduite morale, exigeant le traitement humain d'un agresseur rendu

inoffensif, le rappel à l'ordre de celui qui s'est mal comporté, l'équité dans la distribution des aliments<sup>12</sup>.

[Septembre 1997, gare Saint-Lazare] Présence d'une jeune femme dans les 30 ans, avec un appareil photo. Un homme d'origine kabyle, dans les 30 ans, maintes fois injurieux envers les femmes, se met à crier sur elle, menaçant de lui casser son appareil. À un moment, se retournant subitement, il la voit sur le point de prendre une photo, non dirigée vers lui. Il l'injurie et la menace à nouveau. Puis il crie : « Enculée », à l'adresse de Monique. Il l'a aussi traitée de « Sale Française », me dira-t-elle ensuite. Soudain, Luc, un SDF d'origine pied-noir, se jette sur lui. Le pasteur le repousse vivement à une vingtaine de mètres. Un premier militant, habitué à être DPS, intervient, suivi de quelques autres. Ils font un barrage entre les deux protagonistes. Finalement le kabyle part, en compagnie d'un autre Maghrébin du même âge. Chacun essaie de minimiser l'incident et d'apaiser les esprits.

[Février 1999, gare Saint-Lazare] Venue d'un homme dans les 30 ans, costaud, ton agressif, de type méditerranéen. Il demande ce qu'il y a à manger. Chantal lui propose un sac. Il n'en veut pas. Elle lui précise que dans le sac il y a des boudoirs, du chocolat, des sardines. Il exige du lait ; il ne va pas faire manger des sardines à un bébé, dit-il. Raoul lui indique qu'il faut aller demander à une assistante sociale. Le type menace alors de cracher dans la soupe. Raoul le fait reculer pour permettre aux autres d'approcher. Chantal m'informe qu'une autre fois il a balancé son sac dans le fourgon. Il reste à quelques mètres, continuant à récriminer et à menacer. Le pasteur et Rémy essaient de le raisonner et, finalement, l'invitent à partir.

Probablement continue-t-il de menacer, peut-être entame-t-il un mouvement pour frapper, en tout cas je vois Rémy lui porter un coup de poing et le prendre à la gorge. Il s'affale doucement. Rémy le cogne à nouveau. Le pasteur tente d'écarter Rémy. Il doit se placer entre lui et le type, désormais à terre, pour réussir à le repousser. À ce moment-là, un des SDF, qui a dans les 50 ans, s'approche et décoche un coup de pied dans la face du type. Celui-ci saigne, se relève péniblement, s'éloigne en promettant de revenir pour se venger. Sur le sol il y a une petite flaque de sang.

Chantal, qui a suivi la scène, n'a cessé de crier de ne pas frapper le type. Elle va continuer de crier avec indignation après celui qui a frappé : « Il est complètement

---

12 Cette militante s'est identifiée à la cause qu'elle sert, au point d'y avoir trouvé une raison de vivre et d'y sacrifier sa tranquillité. Pendant son enfance, sous le règne de Pétain (elle dit « le Maréchal »), elle a été scoute. Parfois elle s'y réfère comme à un moment qui l'a marquée. Elle est tenue pour casse-cou et indisciplinée par les responsables de la fédération, n'hésitant pas à boîter toute seule, même dans les cités, ou à tenir tête à des opposants belliqueux lorsqu'elle vend *National Hebdo* sur le marché. Elle a été plusieurs fois insultée et agressée. C'est sur suggestion des responsables, désireux de lui trouver une activité de rechange, qu'elle est arrivée comme bénévole à l'Entraide, mais elle n'a pas pour autant réduit ses autres activités militantes, dont elle se plaît à m'entretenir à chaque fois qu'on se voit. Elle a été responsable de section pendant une période, et l'est redevenue depuis la scission, demeurée fidèle au FN originel. Elle est de la plupart des manifestations contre l'avortement. Elle apparaît tout à la fois respectueuse d'autrui et intransigeante sur les principes civiques et moraux, ce qui la conduit à des jugements sévères sur les jeunes d'origine étrangère ou sur les homosexuels, en cela accordée à son parti.

givré, on ne frappe pas un homme qui est au sol. » Pendant dix minutes, elle ne va pas cesser de s'indigner. Elle interpelle le pasteur pour lui faire part de son indignation. Celui-ci dit qu'il a fait son possible pour retenir Rémy. Mais de toute façon, la fois précédente le type les avait insultés pendant deux heures, il avait donné des coups dans le fourgon et avait voulu dessiner dessus une étoile de David, en disant : « Votre soupe de nazillons j'en veux pas, je vais faire une étoile de feu sur le camion. » Chantal s'emporte à nouveau : « Une fois qu'il était à terre il ne fallait pas le frapper, on ne frappe pas un homme à terre. » Le pasteur s'éloigne. Elle continue à dire son indignation, s'en prenant au « manque de principes » du pasteur qui ne dit rien à celui qui a donné un coup de pied. Elle aperçoit alors celui-ci qui se tient à quelques mètres devant le fourgon. Elle n'y tient plus et descend. Raoul essaie d'un ton sec de la dissuader : « Laissez-le tranquille, c'est fini. » Je la vois de dos s'adresser pendant quelques secondes au SDF. Elle revient en disant : « Je lui ai dit son fait, c'est vrai, on ne frappe pas quelqu'un qui est à terre, on n'est pas des animaux. » Raoul essaie de la convaincre que le type a eu ce qu'il méritait, que c'est lui qui déjà les avait insultés et menacés toute la soirée l'autre fois. Elle dit que c'était un autre, plus grand et plus costaud. Il y eut aussi un autre type, lui explique Raoul, mais celui d'aujourd'hui avait bien été le plus agressif.

Quelques minutes plus tard, un homme s'approche pour solliciter un deuxième sac. Chantal s'apprête à lui en donner un. Raoul empêche l'homme de passer, lui disant d'un ton ferme : « Non, tu as déjà eu. » Chantal explose, s'adressant à moi : « Pourquoi lui il a pas droit ? Y en a qui ont un deuxième sac. Lucienne par exemple elle a toujours plusieurs sacs. Ça, je n'admets pas, j'ai des principes. Là y a deux poids deux mesures. » Elle aura l'occasion, peu après, de renouveler son indignation. Celui qui a frappé le type à terre vient à son tour demander un deuxième sac. Chantal refuse en lui disant qu'il a déjà eu un sac. À ce moment-là, Raoul dit qu'il faut lui en donner un autre. Il s'empare alors d'un sac et le remet à l'homme en disant : « Lui c'est différent, c'est un copain. » Visage suffoquant d'indignation de Chantal.

Entre les scènes de ce genre et les jugements tranchés pouvant en découler sur le FN, il existe un inévitable hiatus. Ceux prévenus contre ce parti verront dans cette scène une attestation de la violence propre au FN, tout comme il trouveront une attestation de son antisémitisme dans l'altercation avec des jeunes juifs (voir *Avec ceux du FN*, chapitre 3). À s'en tenir aux seuls éléments observables, il est tout aussi possible de voir dans la scène ci-dessus une attestation en faveur du FN : un agresseur est châtié (ce n'est pas la première fois qu'il fait des menaces) ; le responsable s'interpose entre l'agresseur et celui qui l'a mis à terre ; une femme entre dans une sainte colère parce qu'un sympathisant exerce une violence inutile et parce qu'un militant prend sa défense et lui octroie un avantage. Toutefois, comparée à celles ayant lieu aux Restos du cœur ou ailleurs, la distribution effectuée dans le cadre de l'Entraide met en jeu des types de réactions particulières, tenant au fait que les militants sont inquiets d'une intrusion hostile, que certains des hommes sont prompts à la bagarre, que les dirigeants entretiennent un état d'esprit où se mêlent sentiment de persécution et justification du recours à la force physique. Il n'en demeure pas moins que nombre de militants, si ce n'est la plupart, ne se conduisent pas selon les rhétoriques et les modèles typiques du parti.

## Le partage des rôles avec les francs-tireurs (« les fachos »)

Outre les militants prompts à riposter, d'autres posent un problème aux cadres parce qu'ils aiment parader en adoptant une allure martiale et ont un goût romantique pour l'affrontement physique. Ils cultivent à dessein un style perçu comme « facho », que ce soit par conviction, esprit de groupe, marque distinctive ou souci esthétique. Ce faisant, ils desservent le parti, en donnant corps à sa réputation d'organisation sectaire et violente. Mais ils sont impliqués et combattifs ; et ils sont jeunes, aussi, offrant une image d'avenir ; ils font du FN un parti composé d'hommes au cœur vaillant. Ils sont étudiants en droit ou en histoire, parfois dans les lieux mythiques de l'extrême droite, comme l'est resté Assas. Ils sont, pour partie, de milieu bourgeois et, comme tels, sont destinés à devenir membres de professions influentes ou dirigeants d'organisations. Certains d'entre eux sont les futurs cadres du FN ou des partis de droite. « Ça permet de récupérer des gens qui ont une envie d'activisme dur pendant une période de leur vie », admet un ex-responsable du FNJ<sup>13</sup>.

Si les cadres du parti ont des désaccords avec eux, ce n'est donc pas principalement à cause des idées radicales impliquées par leur apparence, mais parce que cette apparence contredit l'image démocratique et pacifique dont le FN se pare. S'ils sont décriés pour leurs actions intempestives et sont dénoncés comme des « provocateurs » envoyés par leurs adversaires quand ils paraissent dans un défilé, s'offrant aux caméras et volant la vedette à la foule des militants convenables, par derrière ils sont admis et employés, selon les périodes. Les dirigeants jouent ainsi sur les deux tableaux : celui de la respectabilité amenant à désapprouver les attitudes martiales, voire même à se séparer de militants devenus encombrants, dès lors pouvant être assimilés à « l'extrême droite » avec laquelle le FN n'a rien à voir ; celui de la complémentarité amenant à employer des militants entraînés au combat comme preuve de la pugnacité du parti, comme force d'appoint lors d'échauffourées, voire même comme supplétifs et agents de l'ombre<sup>14</sup>. Tout comme ils sont disposés à tenir pour malveillants les journalistes qui font, malgré eux, le jeu des dirigeants, les militants ordinaires sont disposés à voir des provocateurs envoyés pour nuire au parti dans ces jeunes hommes prenant la pose fasciste. Ils ignorent, ou feignent d'ignorer, qu'eux-mêmes et ces militants démonstratifs sont deux pôles d'une même entité, l'un présentable, pouvant donner corps à l'idée de peuple de France, l'autre réprouvé, ayant ses racines dans les mythes de l'extrême droite.

---

13 Longuet, Madelin, Devedjian ou Robert en offrent l'exemple, autrefois impliqués dans des bagarres violentes avec leurs adversaires maoïstes ou trotskistes, pareillement devenus cadres dans les partis de gauche, voire ministres (voir Plenel et Rollat, 1984, p. 69).

14 Selon Saint Affrique (1998, p. 131), à côté des membres du DPS, il existerait des militants en civil et non encartés destinés à assurer le service d'ordre et à faire place nette en cas de nécessité. D'autres auraient pour fonction d'infiltrer les associations hostiles ou de pousser les jeunes à la violence dans certains quartiers (*Libération*, 6 juin 2001). Un ex-responsable du FNJ fait de certains des anciens militants du GUD des « mercenaires », les uns collant pour Barre, de Villiers ou Baudis, d'autres allant combattre au Zaïre dans « la légion blanche ».

Lors de son discours du premier mai 1997, place de l'Opéra, Le Pen adresse une mise en garde aux journalistes pour qu'ils ne diffusent pas les images d'une « provocation » survenue au cours du défilé, en l'occurrence l'irruption ou la participation « d'une dizaine de petits crétins déguisés en nazis ». Or, poursuit-il, « j'ai vu se précipiter au moins vingt caméras sur les dix petits minables ». Huées prolongées de l'assistance. Il reprend : « Je ne vise pas les cameramen, ne vous trompez pas de cible, la responsabilité ne sera pas de leur fait, mais des dirigeants des journaux télévisés et des chaînes, bien évidemment. »

Le journal télévisé du soir sur France 2 retient principalement de ce défilé du premier mai des jeunes au visage carré et à la coupe courte, saisis au sein des délégations départementales, mais aussi une dizaine de jeunes à l'allure de miliciens marchant sur deux files à pas cadencé. Sans doute Le Pen se réfère-t-il à eux. S'agit-il de militants désireux de faire du spectacle, ou de personnes étrangères au FN venues avec l'intention de lui nuire, ainsi qu'il le suggère ? La forte présence des DPS, tout au long du défilé, rend peu probable l'irruption d'éléments extérieurs. Et si tel avait été le cas, ils se distinguaient suffisamment peu d'autres militants, pareillement habillés et marchant pareillement au pas lors d'autres défilés, pour que les DPS aient pu déceler en eux des trublions. Qu'il se soit agi de vrais ou de faux militants, Le Pen a veillé en tout cas à désamorcer l'usage de cette scène, reportant la faute de la réputation extrémiste du FN sur les médias. Et il s'est servi de l'usage éventuel de cette scène par les médias, dont les servants sont installés en hauteur sur un praticable au milieu de la place de l'Opéra, en quelque sorte pris en otage, pour provoquer un effet de foule.

Le défilé du premier mai 2000, auquel je n'ai pas participé, donne lieu à une prestation équivalente de la part d'un groupe de jeunes nationalistes, selon ce que rapporte *Français d'abord* (n° 330, novembre 2000). Le FN a en effet porté plainte contre France 2 qui a diffusé un reportage montrant des « personnages rangés devant la statue de Jeanne d'Arc, le visage masqué, bras tendus, porteurs de drapeaux noirs frappés d'une croix celtique et criant Europe, Jeunesse, Révolution ». Or, indique l'article, « ce cortège d'ultras était totalement séparé du défilé du Front National, tant par des membres du DPS que par les forces de l'ordre ». Les magistrats du Tribunal correctionnel ont condamné France 2 pour « malhonnêteté intellectuelle ». Les « jeunes néo-nazis » étaient en l'occurrence des militants du GUD. Diverses coupures de presse (par exemple *Le Monde*, 3 mai 2000), utilisées devant le tribunal, rapportent que Le Pen avait demandé au préfet de police d'empêcher ces « indésirables » de perturber le cortège du FN et qu'ils avaient effectivement défilé de façon séparée.

Les années précédant la scission, survenue en décembre 1998, les militants de ce genre formaient usuellement un groupe de quelques dizaines à une centaine de jeunes, principalement des hommes. Ils défilaient derrière la bannière du RE ou du FNJ. En 1998, j'avais acheté *Le rongeur masqué*, le bulletin du GUD, auprès d'étudiants le proposant au sein du RE. L'année suivante, par contre, un militant isolé (crâne rasé, tee-shirt blanc, jean noir d'où émergeaient de la poche arrière des gants de cuir

noir) était passé furtivement en bordure du défilé avec le nouveau numéro de ce journal. Il paraissait nerveux<sup>15</sup>.

Leur représentation, effectuée sous l'attention des journalistes, était source d'incompréhension de la part de nombreux militants.

[Mai 1996, défilé du premier mai] Je suis posté place des Pyramides, où se trouve la tribune officielle en vis-à-vis de la statue de Jeanne d'Arc. C'est au tour du RE de passer. En tête se trouve un rang de jeunes hommes, blousons, coupes carrées, lunettes noires pour certains, allant d'un pas presque cadencé. Derrière moi quelqu'un dit, sur le ton de la désapprobation : « À la radio, c'est ce qu'ils vont retenir. »

Un militant connu à la gare me dit, dès la première rencontre, qu'il est « fasciste ». En effet, m'explique-t-il, il est raciste et croit que seule la violence armée viendra à bout des groupes gauchistes et islamistes. Il tient par contre à se démarquer de ceux qu'il désigne comme des « provocateurs », en l'occurrence ces militants, contenus avec peine par Maréchal et d'autres responsables, qui auraient salué avec le bras tendu lors de la soirée des BBR sans s'inquiéter de la présence d'une caméra ou, même, se postant devant.

Les responsables nationaux du FNJ désapprouvent pareillement les prestations publiques de ces militants. Par leurs coups d'éclat, ils font retentir le message des nationalistes dans quelques universités. Si leur brutalité séduit des sympathisants, elle en effarouche d'autres. Ayant montré à un responsable du FNJ un article du *Monde* (20 juillet 1998) où sont évoquées des dissensions entre le RE, tenu par les mégrétistes, et le FNJ, dirigé par Maréchal, il admet que le RE pose un problème parce qu'il est « diabolisé » : « Ils ont fait le choix d'un combat partisan et sectaire et, partant de là, on ne peut rien faire dans les fac. » Il regrette qu'ils s'adonnent à des démonstrations de force dont l'impact est négatif pour l'organisation principale que constitue le FNJ. Selon lui, c'est une des raisons de la faible présence du FNJ et du RE dans les universités et de leur absence des instances de représentation en milieu étudiant. Lors des élections dans les CROUS, en mars 1998, le RE obtient ainsi 1,83 % des voix et ne remporte aucun siège (*Le Monde*, 31 mars 1998).

[Juillet 1998, interview enregistrée] « Leur défilé est très beau. Mais moi, je suis étudiant, je ne me sens pas concerné. Leur défilé est beau, mais, je vais dire ça entre guillemets, en tant que facho c'est un beau défilé, c'est pêchu, OK bon. Mais moi j'ai été étudiant à la fac, j'ai été facho à la fac, on a deux façons de procéder, soit on y va

---

15 Je lui pose diverses questions sur leurs liens actuels avec le FN et le MNR. Est-ce qu'ils fréquentent le local du FNJ, situé rue Jeanne d'Arc ? Non, le GUD c'est propre à Assas, me dit-il. Et ils n'ont pas de liens avec le FNJ même si certains d'entre eux sont adhérents au FNJ. Alors, sont-ils plutôt au Mouvement national ? Il y en a dans les deux ; et certains ne sont qu'au GUD. Ses réponses sont brèves et sèches. Impression que mes questions l'agacent et qu'il est désireux de ne pas s'attarder. En fait, le GUD et le RE ont constitué, parmi d'autres, un Front de la jeunesse au sein du MNR (*Le Monde*, 24 avril 1999). La démonstration publique du premier mai 2000 visait probablement à défier le parti de référence que demeure le FN, à contester son souci de respectabilité en rappelant qu'ils étaient partie prenante de ce défilé quelques années plus tôt, à faire usage à leur profit de sa notoriété.

bille en tête, on se la joue GUD, on pète les gauches, bon voilà très bien, c'est gentil, mais on va faire voter ses copains aux élections et on n'arrive à rien. Le but du jeu c'est quand même d'avoir des élus en fac, non pas pour avoir des élus, parce que ça sert à rien, mais pour donner l'impression d'avoir une représentativité, et puis aussi pour faire venir des cadres. Parce que y a des étudiants qui sont proches de chez nous, qui ne viennent pas vers nous, parce que au lycée c'était des polars et que la politique ils ne connaissaient pas. À la fac ils ont peut-être un petit peu découvert la politique, mais ce qu'on leur proposait c'était un petit peu la politique de la batte de base-ball et du casque. Ces gens-là c'est pas leur truc. Je crois que dans toute structure, forcément dans tout parti politique, il faut des gros bras, mais il faut aussi des politiques. Le RE a maintenu une présence mais n'a pas travaillé le fond, voilà, c'est le reproche qu'on peut leur faire. »

Entre ces militants de choc et les militants du FNJ désireux de faire leur trou et de donner une image ordinaire du FN il existe une rivalité de fait, même si les uns et les autres se savent membres de la même famille et s'admettent complémentaires. Après avoir montré la nuisance du RE ou du GUD pour le parti, mon interlocuteur fait preuve d'œcuménisme, de toute façon forcé de faire avec eux, sinon satisfait de pouvoir compter sur eux en certaines occasions.

[Juillet 1998, interview enregistrée] « Tous ces gens travaillent de façon assez autonome, et ils veulent faire leurs petits trucs de leur côté, bon. Nous on les laisse faire tant qu'ils ne mouillent pas le FN et Le Pen. Et si ils veulent bosser avec nous, ben nous on est..., on demande à voir, et à avoir des garanties pour pas que ça dégénère. Ce sont des gens qui peuvent nous donner des coups de main quand on les sollicite, à partir du moment où on leur fout la paix, qu'on leur chie pas dans les bottes. Ce sont des gens qui nous rejoignent en fait, qui ont bien compris que nous on estimait qu'y avait une existence pour chacun. Ils savent qu'avec notre ambition actuellement de viser les corpos on ne chasse pas sur la même terre si je puis dire, que nous sommes complémentaires, qu'au besoin on va les soutenir d'une façon ou d'une autre. Donc ils nous rejoignent et ils en ont marre justement de l'attitude de certains [ton accentué], je ne généralise pas, de certains responsables du RE qui..., ben foutent le bordel. »

Ces militants aguerris forment un rempart efficace au service des responsables. Ils se sont déplacés à Dreux et à Vitrolles pour prêter main forte aux militants locaux lorsque Marie-France Stirbois et Catherine Mégret se sont présentées aux municipales. Ils se tiennent prêts à intervenir, émoustillés à l'idée d'en découdre avec les contre-manifestants, lors de tel meeting à la Mutualité ou lors de telle action militante. Avant le départ d'une manifestation contre la mosquée dans l'est parisien, en novembre 1996, ils sont ainsi plusieurs, dans les 20 ans, l'allure combative, à être regroupés en compagnie d'un responsable du FNJ. Cinq d'entre eux portent des bonnets noirs. Près de moi un jeune militant (à peine 20 ans, tête quasi rasée, avec une mèche juste à l'avant). Il ne semble pas avec eux. Il s'adresse à un militant dans les 50 ans (imper, ébouriffé, rougeaud) qui porte un drapeau. Du regard le jeune indique ses pieds : « C'est des paras, ça fait plus mal. »

Ces jeunes hommes trouvent en face d'eux des militants d'obédience anarchiste ou trotskiste pareillement aguerris et pareillement désireux d'en découdre, selon ce que

me rapporte un ex-militant de Ras l'Front et selon ce que suggèrent divers communiqués du journal de cette organisation. Lors de la marche contre la mosquée, des contre-manifestants sont annoncés et de fait seront aperçus au loin venant vers nous au point d'arrivée de notre groupe, protégé à cet endroit par un cordon de CRS avec lance-grenades et boucliers. Militants des deux bords s'épient et se narguent, finissant par se connaître de vue à force de s'affronter. Ils font connaître leurs coups d'éclat dans leurs journaux respectifs, photos à l'appui si c'est possible. À la photo montrant « une bien belle banderole que RLF-Marseille a accrochée en face du local central du FN », « rien que pour les énerver » est-il précisé (*Ras l'Front*, 49, septembre 1997), répondent ainsi des photos montrant une banderole accrochée sur le Panthéon et une autre place de la Sorbonne, en guise de « bras d'honneur du FNJ aux anti-FN » réunis à la Sorbonne (*National Hebdo*, 781, 8 juillet 1999).

À Orléans, au milieu des années 1990, il aurait existé un groupe indépendant, l'ARPON (Alliance Révolutionnaire Pour une Offensive Nationaliste), composé de 30 à 40 personnes, parmi lesquelles des militants du FNJ. Entre le FN, le FNJ et l'ARPON, des passages avaient lieu, selon un militant alors étudiant à Orléans. « On avait en fait le FN qui était la branche officielle, le côté étudiant [le FNJ] qui était... essayer d'attirer et en fait provoquer les étudiants marxistes, et ce groupement qui était quelque chose vraiment pour provoquer les immigrés, provoquer tout le monde. » Un étudiant pouvait être resté skin, adhérant à une « thématique suprématie blanche », ne pas avoir sa carte au FN, et cependant coller pour le FN, comme ce fut son cas. Toutes les bonnes volontés étaient les bienvenues<sup>16</sup>.

S'ils se prêtent main forte et peuvent formellement être dits complémentaires, en pratique une rivalité, assortie de coups tordus, existe entre les militants qui agissent en francs-tireurs et ceux attachés à la ligne officielle du FNJ. Là où ils sont en nombre, en particulier à Paris, les militants du RE ou du GUD ont un impact suffisant pour ravalier le message du FNJ à un sous-produit aseptisé du leur. Un ex-responsable parisien du FNJ explique ainsi le faible poids de l'organisation officielle à côté d'un groupe se signalant par ses outrances et par ses coups, selon lui capable de recourir à près de 80 militants au milieu des années 1990.

[Octobre 1996, interview enregistrée] « Y avait pas de communication. C'est-à-dire que eux ils venaient faire des tractages, qui souvent dégénéraient en bagarres, et puis moi je me pointais deux heures après, avec les types de l'UNEF-ID et de l'UNEF qui me disaient : "Dis, tes copains ils ont envoyé à l'hosto trois de nos copains." Moi, j'ai vu les actions qu'ils faisaient, en nombre, à la Sorbonne. Dans la grande cour, tractage, le premier qui bronche se prenait une claque, et puis après c'est se réunir en cercle et chanter un chant martial que chante le FNJ, mais avec des versions un peu plus soft ou un peu plus dures, dans ce cas-là c'était une version un peu plus dure, et finir bras tendu ou poing levé. Vous voyez l'image qu'on peut laisser d'un groupe quand même qui est officiellement FNJ et qui, dans les faits, n'était pas du tout FNJ puisqu'il était

---

16 Dans le cadre de l'Entraide, j'ai croisé nombre de militants actifs qui n'avaient pas de carte d'adhésion au FN. C'était par exemple le cas du pasteur ou celui d'une jeune femme par la suite devenue permanente du FNJ. Les raisons en étaient variées, crainte d'ordre professionnel, signe d'indépendance d'esprit, souci de liberté d'action.

d'un groupuscule à côté, qui était beaucoup plus dur. [Sociologue : Oui, ça donnait une image de provocation.] Oui, provocation. En plus c'était cuir, lunettes de soleil, les jeans, les Paraboot, bon. En plus ils sont quand même plutôt grands, des visages plutôt patibulaires, bon. Vous voyez l'image que peut laisser... Alors que de l'autre côté le militant FNJ c'est un type qui passe partout, il peut aussi bien porter un jean qu'un blouson, une veste autrichienne qu'une veste normale. »

S'il y a des différences entre les militants affiliés au FNJ et ceux se réclamant du RE ou du GUD, elles sont principalement de style et de mythologie historique. Les uns usent de la radicalité dans l'expression et ne répugnent pas aux affrontements physiques ; les autres ont le sens des convenances, ils optent pour un ton modéré et une apparence acceptable. Les premiers se revendiquent socialistes et païens, les seconds passent pour droitistes et catholiques. Un couple d'étudiants, lui ex-skin, elle ex-GUD, m'assure que les deux courants du FNJ forment « deux mondes opposés » : en simplifiant, disent-ils, eux sont perçus comme les « gauchistes de l'extrême droite », et ils tiennent les autres pour des « capitalistes frontistes réacs » ; eux seraient communards, et d'ailleurs ils fêtent la Commune avec des banderoles, « parce que la liberté et la République ça avait un sens », les autres ont la nostalgie de l'Ancien régime et seraient Versaillais ; eux seraient pro-arabes face aux Israéliens, et antisémites, les autres sont pro-israéliens face aux Arabes, tout comme ils étaient pour le sud-Vietnam et pro-américains, pour l'Afrique du sud et pour l'Algérie française.

Dans le fond, cependant, ils ont une vision approchante de la société idéale. Ce couple, lui ex-skin, elle ex-GUD, et l'ex-responsable du FNJ, bien qu'affichant leurs antagonismes, voient dans le contrôle des relations entre races une nécessité pour préserver la paix civile et l'identité de la France. Païens pour les uns, catholique pour l'autre, ils excluent pareillement les croisements raciaux comme dangereux pour la cohésion sociale.

### **L'appropriation des marginaux (« les skins »)**

Une partie des militants du RE et du GUD ont une allure, un genre d'actions et un type de propos qui leur permettent de se signaler comme puristes, au titre de nationaux-révolutionnaires. Ils usent de la déviance selon des fins qui sont distinctives, comme ce fut le cas des maoïstes et des trotskistes de la période exaltée. Sauf exception, ce n'est pas le cas des déviants que constituent les « skins », c'est-à-dire les skinheads. Au près des cadres du FN, ils ont la réputation d'avoir des idées courtes et d'être irrécupérables. Plusieurs ont été condamnés pour des meurtres racistes au cours des années récentes<sup>17</sup>. Ceux qui ont profané le cimetière juif de

---

17 Celui de Brahim Bouraam, un Marocain de 29 ans, noyé dans la Seine le premier mai 1995 en marge du défilé du FN ; celui de James Dindoyal, un Mauricien de 24 ans, jeté à la mer après avoir été forcé à boire un mélange de produits toxiques, près du Havre en juin 1990 ; celui d'Imad Bouhoud, un beur de 19 ans noyé dans le port du Havre en avril 1995.

Carpentras étaient de cette mouvance, admirant Hitler, s'en prenant aux Arabes (*Le Monde*, 17 & 19 mars 1997).

Le responsable national chargé des adhésions m'assure, lors de ma première venue au siège en avril 1996, qu'il revient au secrétaire départemental de remettre en mains propres sa carte au nouvel adhérent, afin d'éviter « les skins, les provocateurs, les indésirables ». « Un des inconvénients de la diabolisation, c'est que les êtres diaboliques se croient chez eux ici », précise-t-il en guise d'explication. « J'ai viré des tas de cons incontrôlables, tous les skins, les néo-nazis qui venaient du PNFE », assure le responsable du DPS (*Le Monde*, 21 février 1998). Il est peu probable, en réalité, que les responsables soient tous regardants sur ce point.

D'une part, il n'est nul besoin d'être encarté pour agir sous l'égide ou en marge du parti. Deux des skins accusés d'avoir contribué à la mort du jeune Marocain jeté dans la Seine racontent, lors du procès, avoir participé à plusieurs reprises à des services d'ordre du FN, contrairement aux affirmations du responsable du DPS (*Le Monde*, 15 mai 1998). L'un a effectué des surveillances de nuit lors d'une fête des BBR, l'autre a été recruté à trois reprises par l'Œuvre française pour des manifestations du FN. « Nous n'avions pas de badge, car nous étions des personnes camouflées que le FN cache », indique l'un d'eux.

D'autre part, il est impossible aux responsables de détecter les skins à coup sûr. Leurs idées ne sont pas dissemblables de celles d'autres militants, et la plupart n'usent pas de signes extérieurs propres à les faire reconnaître. Il ne suffit pas, non plus, que quelqu'un porte ces signes, dont la signification est ambiguë comme il en est de tout signe vestimentaire ou cosmétique, pour pouvoir le cataloguer comme skin.

Lors du premier mai 1996, l'un des journaux télévisés du soir fait sien l'argument du FN, en signalant que le service d'ordre a veillé à empêcher toute venue des « indésirables », en particulier les skins. Quelques-uns ont été filmés en train d'être embarqués par des policiers. Pendant le défilé, cependant, je me trouve un moment à côté de quelques dames âgées à l'apparence stricte (l'une porte l'insigne de Chiré). Elles voient deux jeunes qui nous dépassent, dont l'un en pantalon de treillis et la coupe rase avec un chien de type pitbull tenu en laisse. L'une se demande, à l'adresse des autres, si ce sont des « provocateurs » ou s'ils sont « avec nous ». Lors de la fête des BBR, nombre de jeunes hommes à la nuque rasée, en jean et tee-shirt noirs, avec tatouages et insignes d'inspiration germanique, se promènent en petits groupes. Quelques-uns arborent des rangers aux lacets de couleur blanche, en signe d'adhésion à l'idée de suprématie blanche. Hormis le fait qu'ils soient en bandes et ont une attitude nerveuse, ils se distinguent peu de nombre de jeunes hommes qui ont adopté une coupe courte et qui portent jean et tee-shirt.

L'obligation de veiller aux apparences lors des relations avec le public peut conduire à évincer des militants dont le style évoque celui des néo-nazis. Yves, un élu municipal à l'apparence soignée, devenu candidat aux législatives, me dit ainsi éviter d'apparaître en compagnie de ces militants qui réveillent les stéréotypes les plus défavorables. Au cours d'un déjeuner ensemble, il est question d'un jeune de sa section qui s'est rasé la tête, à l'instar d'autres jeunes, ce qui le fait ressembler à Barthez ou à Ronaldo. « Je préfère qu'il ne milite pas avec moi, parce que aussitôt c'est perçu comme facho »,

me dit-il. Il craint en particulier d'être pris en photo en sa compagnie. Il est obligé de tenir compte des réactions des électeurs, aussi discutables soient-elles, explique-t-il. Si ces sympathisants ennuient une partie des cadres et des militants de milieu établi, qui veulent éviter de donner prise aux amalgames, ils reçoivent l'approbation amusée de ceux qui les connaissent et qui peuvent, comme eux, être critiqués pour leur physique de « fachos », de « beaufs » ou de « prolos ». Et, de fait, plusieurs sont fils d'ouvriers ou de chômeurs ; leurs parents ont pu être communistes. Bien qu'ils représentent ces sympathisants de milieu populaire qui constituent une portion croissante de l'électorat du FN, ils déparent dans un défilé ou sur une photo de groupe.

[Mai 1998, défilé du premier mai] Arrivée de Philippe, tondu, grosse tête hilare, montrant des dents abîmées. Yves qui est près de moi dit : « C'est pas malin. » Et à une question de Gérard, pareillement surpris, il répond : « L'autre jour il était norm[al] » (il prononce la première syllabe seulement, se reprenant). Philippe offre en effet le visage stéréotypé du méchant facho, baraqué, crâne rasé, rire bruyant, allure extravertie. Alain me dit ensuite en se marrant : « Tu as vu la tête d'assassin que Philippe s'est faite, t'aimerais pas le rencontrer dans la rue la nuit. » Lui-même est peu différent de Philippe (il est plutôt costaud, tête ronde et rase, visage hilare ou furibond selon les circonstances).

Le militant incriminé n'a rien d'un skin, ni dans l'apparence, ni dans l'idéologie. Et probablement n'avait-il aucune envie de provocation. À l'instar d'autres militants dans la précarité, venus se ranger derrière la banderole de l'Entraide pour ce défilé du premier mai, il a voulu se rendre présentable, vêtu et coiffé propre au moindre coût. Pour la soirée dansante et pour la photo de groupe lors du week-end à Neuvy, il avait eu droit à une remarque sur ce point. Il portait un jogging de flanelle informe et une chemisette trop petite pour sa corpulence. Il n'avait rien d'autre à se mettre, me dirait-il avec gêne, et encore s'agissait-il de vêtements donnés par l'Entraide. La plupart des personnes étaient habillées ; costume pour les hommes, avec cravate pour certains ; jupe, tailleur et rouge à lèvres pour les femmes. Comme j'étais en jean et en pull, dérogeant pareillement aux normes ambiantes, le pasteur Blanchard déclara que chacun pourrait être habillé comme il l'était pour la photo de groupe.

Il arrive aussi que des jeunes militants se plaisent par moments à l'ostentation de marques réprouvées, propres à signaler leur engagement, par plaisir de la dérision ou pour narguer un éventuel ennemi.

[Novembre 1996, gare Saint Lazare] Une équipe de télévision est là aujourd'hui encore. Télévision allemande, disent-ils. Il y a aussi une journaliste avec son carnet. David se demande si l'équipe de télévision ne serait pas liée à Arte, qui avancerait ainsi d'une façon déguisée. En moi-même j'ai envisagé la même possibilité. Quand il est filmé, au début, il se met à faire le clown, offrant un visage d'idiot, puis il soulève son bonnet pour montrer son crâne aux cheveux ras et signer ainsi son appartenance au FN, comme il me l'explique en riant. Quelques mois plus tard, il est surpris et amusé de me voir une coupe presque aussi courte que la sienne.

La plupart des cadres et des militants s'efforcent d'être pragmatiques. Ces jeunes sont de leur bord et ont des réactions qu'ils partagent ou comprennent. Le rejet qu'ils subissent, du fait de leur apparence, est peu dissemblable dans son fond de la

réprobation morale dont ils sont eux-mêmes l'objet. Tout au plus convient-il de ne pas les mettre au premier plan.

Bien qu'ayant été pris à parti par des skins lors d'une fête des BBR, le militant de Plaisir qui est de type africain s'efforce ainsi de faire la part des choses. Les signes vestimentaires peuvent être affaire de folklore contestataire, dit-il. Mais il se peut aussi que certains de ces jeunes soient téléguidés pour nuire au parti, imagine-t-il.

[Février 1998, interview enregistrée] « On peut pas dire que les skins sont tous des dingues ou des salauds. Y a des FNJ là qui ont un aspect un petit peu inquiétant, mais qui sont tout à fait inoffensifs. Ils sont là pour nous aider réellement. Mais y en a d'autres effectivement qui sont... On peut se demander d'ailleurs si ce ne sont pas des provocateurs tout simplement, ils ont été un peu manipulés, je pense que c'est possible. »

Si quelques signes contribuent à créer le personnage du skin, leur retrait le fait disparaître. Les responsables n'attendent pas de rectitude idéologique particulière d'un membre du groupe. Par contre, l'apparence a toute son importance, parce qu'elle détermine les jugements du public. Elle se doit d'être inoffensive. Un responsable national du FNJ indique la démarche de persuasion prônée envers les militants à l'allure de skin pour les amener à se rendre présentables.

[Juillet 1998, interview enregistrée] « Les skins sont totalement marginalisés, dans toutes les fédérations FNJ, dans toutes les fac. Nous refusons quelqu'un qui est looké skin [Sociologue : C'est-à-dire cheveux ras... ?] Cheveux ras, treillis militaire, rangeos, et cætera. On va discuter avec la personne. Si la personne nous paraît intéressante, intelligente, on lui dit : Ben voilà, garçon, là tu es visible. Ça sert à rien. Tu peux très bien conserver ton apparence en interne, mais tu seras plus efficace pour la cause que tu veux défendre en étant plus discret. Là tu sers à rien, tu es même un poids, tu es un frein, parce que tu vas être filmé, tu vas faire peur, tu ne sers à rien. Si tu veux bosser avec nous, tu le comprends et tu changes, sinon ben au revoir. »

À l'instar des skins, diverses sortes de marginaux fréquentent le FN. Ils trouvent une organisation où leurs fulminations et leurs allures ne choquent pas. Ex-légionnaires, ex-militaires, jeunes sans emploi, étudiants doctrinaires, croisés de diverses causes, néo-nazis du PNFE, rebelles de l'ordre établi, disciples de mouvements païens côtoient ainsi sans trop de heurts la masse des militants ordinaires. Entre les hâbleurs, les aspirants au martyr, les individus extravagants et ceux disposés à passer à l'acte de façon criminelle, aucune distinction n'est possible, pas plus qu'elle ne le serait dans d'autres communautés du même genre. C'est donc avec un mélange d'inquiétude et de perplexité, comme ce fut aussi mon cas, que les militants ordinaires acceptent ces marginaux. Ils apportent leur énergie et contribuent à faire nombre. Et ils représentent des figures de l'exclusion sociale tenues pour équivalentes de celles défendues par les mouvements en faveur des chômeurs, des prisonniers, des immigrés ou des prostituées. Une partie des militants, à l'instar du pasteur Blanchard, voyaient en eux des exemplaires du peuple doublement stigmatisés : malheureux dans le fond, et méprisés comme racistes. C'était aussi l'avis du responsable du FNJ concernant les skins. Si quelques-uns sont « des bêtes intellectuelles qui sont vraiment au-dessus du lot », la plupart sont « des jeunes un

peu déboussolés, un peu dépassés par l'évolution de la société » dont la seule réaction est une attitude radicale et outrancière : « Ils auraient très bien pu finir punks, bon, ils sont skins. Moi j'en ai vus qui passaient d'un côté politique à l'autre parce que ils se sont faits souffler la petite copine par un mec de la bande. Y a une conscience politique très faible quand même. »

Tout comme d'autres catégories de sympathisants, qui sont inquiétantes pour les membres des milieux établis, ces jeunes trouvent dans le FN un lieu où ils sont acceptés sans être d'emblée regardés de travers ou soumis à des injonctions morales. Une vision normative des partis politiques conduit à tenir le FN pour une organisation peu regardante sur les moyens parce qu'elle emploie des sympathisants de ce genre, tout en s'efforçant de les cacher aux yeux du public pour conserver une apparence de bonhomie bourgeoise. Il est souvent admis que l'existence du FN pousse au crime, autrement dit fabrique des jeunes de ce genre, et arme leurs mains<sup>18</sup>. S'ils ne sont pas dissuadés de détester les autres races, en particulier les Arabes, rien ne prouve, cependant, qu'ils aient besoin du FN pour éprouver ces sentiments. Les côtoiements conflictuels dans nombre de quartiers entre jeunes natifs et jeunes d'origine immigrée, souvent au détriment des premiers, suffisent à induire des sentiments d'hostilité. Ils savent trouver dans le FN une organisation où, en place d'être condamnés comme racistes, ils seront pris en considération et auront la satisfaction de participer à une action collective.

\*

\* \*

Les responsables du FN, comme ceux de la plupart des partis, s'efforcent de trouver des personnes partageant leurs idées et prêtes à accomplir diverses tâches pour faire connaître le parti, amener de nouveaux sympathisants, gagner la faveur d'un nombre accru d'électeurs. D'une entente de prime abord sur quelques idées majeures au travail routinier de distribution, d'affichage ou de figuration, il existe toutefois un pas que peu de sympathisants franchissent. Les responsables locaux sont donc conduits à user de diverses techniques d'animation pour s'entourer de personnes capables de leur apporter une aide pratique et de conférer au groupe ainsi constitué l'image d'une

---

18 Lors du procès des profanateurs du cimetière juif de Carpentras, les avocats des associations antiracistes ont directement mis en cause le FN : « Plusieurs avocats d'associations antiracistes cherchent à lui [un des quatre accusés] faire parler du FN, dont la responsabilité "morale" serait en cause, mais il se garde de les suivre sur ce terrain-là » (M, 19 mars 1997) ; « [Les avocats] ont accusé Jean-Marie Le Pen d'avoir exploité cette affaire et d'en être "le responsable" ou "l'instigateur moral" » (*Le Monde*, 21 mars 1997) ; « Que vous le vouliez ou non, vous êtes les enfants de Le Pen, le boutiquier de l'immonde », déclare aux accusés un des avocats (*Le Monde*, 21 mars 1997). La mise en cause insistante du FN est dépourvue de toute évidence matérielle. Le journaliste du *Monde* indique que les accusés n'appartenaient pas au FN, qui faisait figure de parti trop démocratique et trop modéré pour eux : « Rien n'a permis d'établir un lien quelconque entre les profanateurs et le FN. Aucun document du mouvement de M. Le Pen, pas même un tract, n'a été découvert chez eux. »

équipe. Ils sont aussi conduits à accepter des personnes dont les idées, l'apparence ou le type de conduite dérogent aux normes en vigueur dans le domaine politique : elles sont attachées à des vues radicales, sont portées à l'ostentation de marques choquantes, sont promptes à user de la violence physique.

Outre le fait qu'elles rendent des services, tout comme d'autres militants, ces personnes contribuent à signaler la particularité du FN aux yeux des sympathisants ; elles forment le pendant en chair et en os des théories et des formules auxquels les dirigeants s'adonnent par périodes, en particulier concernant les autres races. Les supporters violents et radicaux déplaisent à une partie des militants, qui sont attachés à des principes de conduite ou qui sont soucieux d'apparaître respectables ; ils sont acceptés par d'autres, qui voient en eux une image vivante de ce qu'ils ont été ou rêvent d'être, ou qui espèrent les intégrer et les amadouer ; ils servent les intérêts des dirigeants, qui les bannissent par devant, et les acceptent par derrière, de la sorte s'efforçant de conjuguer d'une part l'intransigeance qui correspond à leurs vues et qui octroie au FN une place singulière, d'autre part l'honorabilité à laquelle sont contraints, dans un régime démocratique, les prétendants aux postes du pouvoir politique.

Le travail d'enrôlement et de gestion des ressources humaines ainsi accompli peut être déconcertant pour une partie des militants, en particulier les plus idéalistes. Au-delà des croyances, des programmes et des tactiques électorales, qui donnent sa spécificité à l'entreprise politique, les bénéfices attendus par les simples militants et par les dirigeants ne sont pas du même ordre. Outre l'action sur le cours du monde et la gestion des affaires locales, les dirigeants cherchent obstinément des places rémunérées et prestigieuses et des ressources ; les simples militants servent cette ambition, tout en ayant le sentiment d'œuvrer avec d'autres, y compris les dirigeants, pour des fins identiques. C'est l'une des illusions à la fois convaincante et fragile, prompte à se désagréger, qui fonde l'activité militante.

## Bibliographie

Abrial Stéphanie, 2001. « Entre libéralisme et centrisme », dans Bréchon P. (dir.), *Les partis politiques*, Paris, La Documentation française, p. 61-84.

Birenbaum Guy, Taguieff Pierre-André, Ysmal Colette, Viard Jean, 1996. « Le FN dans la durée », dans Mayer N., Perrineau P. (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, FNSP, p. 343-379.

Bizeul Daniel, 1979. *Le métier de curé. Sur le clergé rural nantais entre 1900 et 1960*, Thèse de sociologie, EHESS.

Bressson Gilles, Lionet Christian, 1994. *Le Pen. Biographie*, Paris, Seuil.

Brichet Max, 2001. *Vers un nouveau militantisme. Une étude sur le quotidien des mouvements antiglobalisation*, Mémoire de maîtrise, Université de Provence.

Burawoy Michael, 1979. *Manufacturing consent. Changes in the labor process under monopoly capitalism*, Chicago, University of Chicago Press.

- Campinchi Philippe, 2000. *Les lambertistes. Un courant trotskiste français*, Paris, Balland.
- Darmon Michaël, Rosso Romain, 1998. *L'après-Le Pen. Enquête dans les coulisses du Front national*, Paris, Seuil.
- Durand Géraud, 1996. *Enquête au cœur du Front national*, Paris, Jacques Grancher.
- Lagroye Jacques et al., 1976. *Les militants politiques dans trois partis français (Parti communiste, Parti socialiste, Union des démocrates pour la République)*, Paris, Pedone.
- Mayer Nonna, 1996. « Le vote FN de Passy à Barbès (1984-1988) », dans Mayer N., Perrineau P., *Le Front national à découvert*, Paris, FNSP, p. 249-267.
- Piat Yann, 1991. *Seule, tout en haut à droite*, Paris, Fixot.
- Pina Christine 2001. « L'extrême gauche : entre permanences et évolutions », dans Bréchon P. (dir.), *Les partis politiques français*, Paris, La documentation française, p. 151-168
- Plenel Edwy, Rollat Alain, 1984. *L'effet Le Pen*, Paris, La Découverte.
- Pons Grégory, 1977. *Les rats noirs*, Paris, Jean-Claude Simoën.
- Robrieux Philippe, 1977. *Notre génération communiste, 1953-1968*, Paris, Robert Laffont.
- Saint Affrique (de) Lorrain, Fredet Jean-Gabriel, 1998. *Dans l'ombre de Le Pen*, Paris, Hachette.
- Sawicki Frédéric, 1997. *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin.
- Venner Dominique, 1994. *Le cœur rebelle*, Paris, Les belles lettres.
- Villalba Bruno, 2001. « Les écologistes à l'heure du pragmatisme », dans Bréchon P. (dir.), *Les partis politiques*, Paris, La Documentation française, p. 127-149.